

Service eau biodiversité risques
Unité gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE du 13 décembre 2025
société SUEZ RV Ouest - lieudit Branguily - 56920 GUELTAS
unités de stockage, de recyclage et de valorisation énergétique de déchets non dangereux

Le préfet du Morbihan
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU la directive-cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000 ;

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU le décret du 7 mai 2025 nommant M. Michaël GALY, préfet du Morbihan ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté interministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire ;

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 1987 relatif à la liste des espèces végétales protégées en Bretagne complétant la liste nationale ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activité de soins à risques infectieux ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 4718 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique 2780 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2783 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791

(traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire Bretagne, adopté le 3 mars 2022, approuvé le 18 mars 2022 par arrêté préfectoral et couvrant la période de 2022-2027, définissant les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin versant du Blavet approuvé par arrêté du 15 avril 2014 ;

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de la Vilaine approuvé par arrêté du 2 juillet 2015 ;

VU le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté préfectoral du 15 mars 2022 ;

VU l'arrêté du préfet de la Région de la Bretagne du 10 octobre 2023 portant prescription d'un diagnostic archéologique sur les parcelles cadastrées B 107 et 132 au lieu-dit Branguily à Gueltas ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 modifié autorisant la société SUEZ RV Ouest à poursuivre l'exploitation du pôle multi-filière de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux exploité sur le territoire de la commune de Gueltas, au lieu-dit « Branguily » ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 2021, complété le 17 avril 2024 portant approbation du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Bretagne ;

VU la concertation préalable lancée le 5 mai 2023, les réunions publiques des 24 mai, 14 juin et 19 juin 2023 ;

VU la demande du 15 septembre 2023 présentée par la société SUEZ RV Ouest, dont le siège social est situé Parc Edonia - Bâtiment T - Rue de la Terre Adélie - CS 86820 35760 Saint-Grégoire, à l'effet d'obtenir une dérogation espèces protégées ;

VU la demande du 15 septembre 2023, présentée par la société SUEZ RV Ouest, dont le siège social est situé Parc Edonia - Bâtiment T - Rue de la Terre Adélie - CS 86820 35760 Saint-Grégoire, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter des installations de stockage, de recyclage et de valorisation énergétique de déchets non dangereux située Branguily - 56920 GUELTAS et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

VU le dossier de porter à connaissance transmis le 23 février 2024 au préfet du Morbihan sollicitant l'autorisation d'accueillir au sein de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) des déchets en mélange issus de manifestations ;

VU les compléments apportés le 29 août 2024 par le pétitionnaire à la demande d'autorisation environnementale ;

VU la décision du 23 janvier 2025 du président du tribunal administratif de Rennes, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 mars 2025 portant ouverture d'une enquête publique unique du 31 mars au 6 mai 2025 inclus (projet industriel de recyclage et de valorisation énergétique de déchets, institution de servitudes d'utilité publique et permis de construire) sur le territoire des communes de Gueltas, Crédin, Kerfourn, Noyal-Pontivy, Rohan, Saint-Gérard-Croixanvec, Saint-Gonnery et Saint-Maudan (22) ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage liées à l'enquête publique ;

VU les publications du 12 mars 2025 et du 3 avril 2025 de cet avis dans deux journaux locaux dans les départements du Morbihan et des Côtes d'Armor ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan ;

VU le dossier de déclaration loi sur l'eau (GUN_01_0029_8803) relatif à la suppression d'un plan d'eau à Gueltas, déposé le 19 août 2025 par SUEZ RV Ouest et ses compléments, déposés le 29 septembre 2025, dans l'objectif que la compensation zone humide soit effective avant l'impact lié au projet industriel concerné par le présent arrêté ;

VU le courrier du 1^{er} octobre 2025 relatif aux prescriptions concernant la suppression du plan d'eau (objet de la demande du 19 août 2025 susvisée) ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU les avis de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Blavet du 26 octobre 2023 et du 20 septembre 2024 ;

VU les avis de la CLE du SAGE Vilaine du 8 décembre 2023 et du 19 septembre 2024 ;

VU l'avis du Conseil Régional de Bretagne du 7 mai 2024 ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale du 7 novembre 2024 ;

VU l'avis favorable sous conditions n°2024-87 du Conseil Scientifique Régionale du Patrimoine Naturel (CSRPN) de Bretagne émis en date du 8 décembre 2024 sur le dossier de demande de dérogation au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement ;

VU le mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité environnementale ;

VU le mémoire en réponse à l'avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel Bretagne ;

VU l'Addendum en réponse à l'avis du Conseil Régional de Bretagne du 13 décembre 2024 ;

VU le registre d'enquête, le rapport de la commissaire enquêtrice, les réponses de l'exploitant et l'avis de la commissaire enquêtrice ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de Gueltas, Kerfourn, Saint-Gérard Croixanvec et Saint-Mandan et le conseil communautaire de Pontivy Communauté ;

VU l'avis rendu par le Comité Social et Économique de la société SUEZ RV Ouest le 18 juillet 2025 ;

VU le rapport et les propositions du 15 octobre 2025 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du 6 novembre 2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 12 novembre 2025 ;

VU la réponse du pétitionnaire par courrier du 25 novembre 2025 *émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions* ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation porte sur la destruction, la capture et l'enlèvement d'espèces animales et végétales protégées ainsi que la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction et d'aires de repos d'espèces animales protégées dans le cadre du projet industriel de recyclage et de valorisation énergétique situé dans la commune de Gueltas ;

CONSIDÉRANT que le SRADDET dans sa version en vigueur prévoit que l'ensemble des 7 sites de stockage actuellement autorisés vise à être maintenus pour préserver une répartition équilibrée des capacités, répondre au principe de proximité et au vu des difficultés d'acceptabilité sociale sur la (ré)-ouverture de sites d'enfouissements de déchets ;

CONSIDÉRANT que le projet de l'écopôle de Gueltas représente 42% de la capacité de stockage des déchets ultimes stockés en Bretagne ;

CONSIDÉRANT que la Bretagne n'est, à ce jour, pas auto-suffisante pour gérer les déchets non dangereux produits en Bretagne et doit avoir recours aux capacités de stockage de déchets ultimes des régions voisines, notamment les Pays de la Loire ;

CONSIDÉRANT que le SRADDET dans sa version en vigueur prévoit d'examiner au cas par cas toutes les demandes d'évolution d'installations existantes pour se donner de la souplesse, dans l'attente notamment de l'aboutissement des projets de valorisation énergétique régionaux ;

CONSIDÉRANT que le projet de l'écopôle de Gueltas repose sur la combinaison de plusieurs solutions de valorisation des déchets en matière et en énergie permettant de participer à l'atteinte des objectifs du Plan Régional de réduction et de Gestion des Déchets de la région Bretagne (PRPGD, intégré au SRADDET) ;

CONSIDÉRANT que le site de l'écopôle de Gueltas et son système de production énergétique permettent de produire de l'électricité et du biométhane ;

CONSIDÉRANT que dans son avis du 8 décembre 2024, le CSRPN Bretagne reconnaît que la balance coûts/avantages du projet par rapport aux enjeux environnementaux répond bien aux raisons impératives d'intérêt public majeur ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de ce qui précède, le projet répond à une raison impérative d'intérêt public majeur, condition préalable à l'obtention d'une dérogation à la protection stricte des espèces ;

CONSIDÉRANT que l'implantation retenue pour l'extension du pôle de stockage permet la réutilisation des infrastructures existantes sur une zone compatible au PLUi et compatibles avec l'aspect géologique d'une ISDND ;

CONSIDÉRANT que les deux parcelles sélectionnées correspondent aux scénarios les moins impactants sur ce territoire au regard des enjeux écologiques, paysagers et économiques

CONSIDÉRANT les difficultés techniques, le coût et l'impact environnemental potentiel de la création d'un centre de traitement des déchets sur un nouveau site ;

CONSIDÉRANT ainsi qu'il n'y avait pas d'alternative satisfaisante à ce projet d'extension de l'écopôle de Gueltas ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que pour répondre aux réserves émises par le CSRPN Bretagne dans son avis favorable, les mesures suivantes sont prescrites dans le présent arrêté :

- évitement total de la zone humide de 5 600 m² située au nord-est du site ;
- définition et mise en œuvre des actions en faveur de la population de Littorelle à une fleur localisée à proximité immédiate au sein du site des Etangs de Branguily ;
- modification de la mesure de compensation associée vis-à-vis des hirondelles rustiques pour considérer un facteur de compensation de 2 ;
- rédaction d'un rapport d'étude technique sur l'effacement du plan d'eau afin d'adapter les mesures pour éviter tout risque d'impact sur la biodiversité ;
- implantation de 5 unités de radeaux végétalisés flottants sur points d'eau permanents pour l'agrion joli (mesure d'accompagnement) ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi, les réserves principales émises dans l'avis favorable sous conditions n°2024-87 du CSRPN Bretagne du 8 décembre 2024 sont levées ;

CONSIDÉRANT les mesures d'évitement et de réduction prescrites dans le présent arrêté permettant de limiter très fortement les impacts résiduels sur les espèces protégées ;

CONSIDÉRANT les mesures de compensation des impacts prescrites dans le présent arrêté visant à reconstituer un habitat favorable pour l'hirondelle rustique, mettre en œuvre des actions en faveur de la littorelle à une fleur sur les étangs de Branguily et restaurer une zone humide par suppression d'un plan d'eau ;

CONSIDÉRANT les mesures d'accompagnement prescrites dans le présent arrêté visant notamment à encadrer le suivi de chantier par un écologue coordinateur environnement ;

CONSIDÉRANT que ces mesures de la séquence ERC (Évitement, Réduction, Compensation) permettent de garantir que la présente dérogation à la protection stricte des espèces ne nuira pas au maintien dans un état de conservation favorable des populations locales des espèces protégées concernées dans leurs aires de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT les critères et seuils d'acceptation des déchets en ISDND fixés à l'article R.541-48-3 du code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

CONSIDÉRANT la constitution non maîtrisable des déchets de manifestation qui peuvent comporter des déchets non admissibles en ISDND ;

CONSIDÉRANT néanmoins la nécessité de trouver un exutoire pour ces déchets ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'encadrer l'accueil de ces déchets en ISDND en imposant un tri préalable afin de retirer les matériaux valorisables et en sollicitant un justificatif de refus de prise en charge en incinération ;

CONSIDÉRANT que l'activité de l'incinérateur ne rentre pas dans le système SEQE sur les quotas de CO₂ du fait que les déchets pris en charge par l'incinérateur sont de manière prédominante des déchets assimilables par leur nature et leur composition aux déchets municipaux au sens de la définition de la directive cadre sur les déchets 2008/98/CE du 19 novembre 2008 ;

CONSIDÉRANT que l'installation de valorisation et d'élimination du biogaz n'est pas modifiée par rapport à l'installation actuelle, fonctionnant sous l'autorisation de l'arrêté du 20 novembre 2013 ;

CONSIDÉRANT que les moteurs de valorisation du biogaz sont des installations de combustion et qu'à ce titre ils sont à classer comme une installation relevant de la rubrique 2910 B1 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, en particulier la préservation des zones humides ;

CONSIDÉRANT en effet qu'après recherche d'alternatives et réduction des impacts du projet, les mesures prévues au projet assurent, pour 0,35 hectares de zones humides impactées, une compensation à hauteur de 0,77 hectares de zones humides actuellement mises en eau et qu'un suivi est prévu afin de vérifier l'absence d'impact indirect du projet sur les zones humides évitées ;

CONSIDÉRANT que le site de compensation, bien que situé sur le bassin du Blavet et non sur le bassin de l'Oust amont, se situe près du site impacté (à 1,5 km) et que le niveau d'ambition de la mesure de compensation a fortement évolué au cours de la procédure d'instruction ;

CONSIDÉRANT que l'équivalence fonctionnelle et sur le plan de la biodiversité est atteinte, dans le bassin versant d'une masse d'eau proche, que la surface de la zone humide restaurée devrait atteindre au moins 200 % de la surface et qu'un dispositif de suivi est prévu pour vérifier l'atteinte des objectifs ;

CONSIDÉRANT qu'il découle de ce qui précède que le projet répond aux préconisations du SDAGE Loire-Bretagne, en particulier à sa disposition 8B-1 ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire a, dans son dossier complété, justifié :

- l'intérêt public du projet conforté par le SRADDET ;
- qu'il avait optimisé la réutilisation du foncier et des bâtiments existants (surface totale équivalente réutilisée d'environ 4ha) ;
- que malgré cela, la plateforme de compostage et broyage de bois ainsi que la zone de stockage aval des mâchefers n'ont techniquement pas pu être positionnés sur les surfaces déjà imperméabilisées et utilisées pour les autres pôles d'activité et que leur installation sur la zone à l'est de l'actuel bâtiment TMB, sur une surface déjà incluse dans le périmètre ICPE du site existant mais actuellement non imperméabilisée était la seule alternative technique envisageable ;

et qu'il a ainsi répondu à l'avis de non-conformité au règlement du SAGE Vilaine en démontrant qu'il relevait bien d'une exception de l'article 1 ;

CONSIDÉRANT que les réserves conditionnant l'avis favorable du SAGE Blavet des 26 octobre 2023 et 20 septembre 2024 susvisé ont été levées par :

- une clarification de la délimitation des zones humides dans l'emprise du futur centre de stockage ;
- la restitution des eaux de ruissellement et de drainage intégrant le principe d'un rejet diffus au milieu dont les modalités techniques seront soumises à l'avis du SAGE Blavet , ainsi que le protocole du suivi piézométrique prescrit ;
- la soumission pour avis du projet de suppression de plan d'eau, situé sur le périmètre du SAGE ;
- la prescription d'une procédure de gestion des eaux en cas de dépassement des valeurs limites révélée par le suivi de la qualité des rejets du site ;

CONSIDÉRANT que les installations constituant le pôle de valorisation et de préparation matières, l'incinérateur et les activités de valorisation des biodéchets vont concourir à valoriser des déchets en remontant leur niveau de valorisation dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement et par là-même à réduire la quantité de déchets mis en stockage ;

CONSIDÉRANT que le projet d'extension de l'installation de stockage est compatible avec le SRADDET et notamment avec l'objectif régional de réduction de 50 % de la quantité de déchets enfouis par rapport à l'année 2010 ;

CONSIDÉRANT que des servitudes d'utilité publique ont été instituées par arrêté préfectoral du 12 décembre 2025, en application des articles L.515-8 à 11 (ou L.515-12 ou L.515-37) du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la délivrance de l'autorisation des installations de stockage de déchets non dangereux, en application de l'article L.181-26 du code de l'environnement, nécessite respectivement l'éloignement de 200 mètres vis à vis des zones destinées à recevoir des habitations ou des établissements recevant du public par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE

1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SUEZ RV OUEST, (SIRET 34426370200187), dont le siège social est situé Parc Edonia - Bâtiment T - Rue de la Terre Adélie - CS 86820 - 35760 Saint-Grégoire cedex, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, et des actes antérieurs du 20 novembre 2013, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Gueltas et de Noyal Pontivy au Lieudit Branguilly (coordonnées Lambert 93 X=267287 et Y=6793345), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 - Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées dans les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles (section et numéro) *	Surface de la parcelle incluse- en m²
Gueltas	B 146 p (ex - B 128)	444305
	B 147 (ex - B 128)	111911
	B 148 (ex - B 128)	7380
	B 149 (ex - B 128)	1391
	B 143 (ex -B 118 p)	39456
	B 144 (ex -B 118 p)	2171
	B 145 p (ex -B 118 p)	28733
	B 77	313840
	B 76	15000
	B 132 p	271824
	B 107 p	21570
	B 99	3958
Noyal Pontivy	YD 21	5760
	YD 73	71
	YD 74	49
	YD 75	480

* p : partiel

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est de 127 ha.

1.1.3 - Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 du code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;

1.1.4 - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au paragraphe 1.2 ci-dessous.

1.2 - Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Activités envisagées	Régime
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	1 four d'une puissance thermique de 70 MWpci pouvant traiter de 130 à 150 000 t/an de déchets en fonction de leur PCI : 19,3 t/h sur la base d'un PCI moyen déchets de 13 MJ/kg.	A
3520-a	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Activités connexes : - Fosse à déchets (Haut PCI) de 11 000 m ³ - Plateforme de traitement des mâche-fers : 40 000 t/an - Brûleurs (GPL) : 40 MWpci	A Rubrique principale
3540-1	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Site existant (Gueltas 1 zone 2) : 195 000 t/an jusqu'en mars 2027. Extension (Gueltas 2) 75 105 t/an à partir de mars 2027 pour une durée d'exploitation de 27 ans maximum et volume total de 2 500 000 m ³ . Casier amiante existant (Gueltas 1 zone 1) : 36 000 m ³ pour une durée d'exploitation de 20 ans et 2 000 t/an	A
2760-2	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :	Site existant (Gueltas 1 zone 2) : 195 000 t/an jusqu'en mars 2027. Extension (Gueltas 2) : 75 105 t/an à partir de mars 2027 pour une durée d'exploitation de 27 ans maximum et volume total de 2 500 000 m ³ .	A

Rubrique	Désignation de la rubrique	Activités envisagées	Régime
		Casier amiante existant (Gueltas 1 zone 1) : 36 000 m ³ pour une durée d'exploitation de 20 ans. et 2 000 t/an	
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j ;	Pôle Préparation matière : 80 000 t/an Maturation de mâchefers (IME) : 40 000 t/an Total : 120 000 t/an soit 480 t/j	A
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes , à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération	Pôle préparation matière : 80 000 t/an Maturation de mâchefers (IME) : 40 000 t/an Compostage de déchets verts : 10 000 t/an Total : 130 000 t/an soit 520 t/j	A
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Centre de tri – transfert de déchets non-dangereux : 1 030 m ³ Pôle Préparation matière : 80 000 t/an (volume maximal stocké de 3 000 m ³) Maturation de mâchefers (IME) : 40 000 t/an (17 000 m ³) Transfert de biodéchets et SPA : 1 000 m ³ Total : 22 030 m³	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois... Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume de : - Stockage centre de tri : 1 030 m ³ - Bois B : 5 000 m ³ - Bois A : 1 000 m ³ Total : 7 030 m³	E
2783	Installation de déconditionnement de biodéchets	Pôle organique pouvant traiter jusqu'à 20 000 t/an soit 80 t/j	E
2910-A	Combustion	Groupe électrogène au Fuel connexe à l'incinérateur HPCL. Puissance < 1MW	NC (connexe à l'incinérateur)
2910-B1	Combustion	Installation de valorisation du biogaz issu de l'ISDND d'une puissance totale de 1,4 MWh (1 moteur de valorisation de 1,4 MWh) Capacité de traitement maximale de biogaz estimée en 2028 : 1 224 m ³ /h à 50 % CH ₄ . Cogénération : 1,4 MWh	E
2780-1	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires	Compostage de déchets verts : 10 000 t/an soit 40 t/j	E

Rubrique	Désignation de la rubrique	Activités envisagées	Régime
4718-2b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 2. Pour les autres installations : b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50	Cuve de propane 49,9 t	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur les sols ou dans le sous-sol, 1- la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieure ou égale à 20 ha	La surface interceptée est de 137 ha
1.1.1.0	D	Sondage, forage , y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Création de 5 piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines au niveau de l'extension, pour un total de 11 piézomètres (6 déjà existants)
3.3.1.0	D	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, 2- la zone asséchée ou mise en eau étant supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha	Une zone humide d'origine artificielle sera impactée pour une surface totale de 3 500 m².

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.2.2 - Réglementation IED

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique principale est la rubrique 3520-a relative à Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets (déchets non dangereux) et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WI.

1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Le bénéficiaire de l'autorisation réalisera, ou fera réaliser sous sa responsabilité par un tiers, un audit de conformité de son installation aux exigences du présent arrêté, aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande avant la fin de la première année de mise en service. Ce rapport d'audit sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

La conformité est subordonnée à l'observation préalable des prescriptions relatives à l'archéologie préventive imposées par arrêté du 10 octobre 2023.

1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 - Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

1.4.2 - Durée de l'autorisation

En application de l'article L.181-28 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 27 années à compter du 1^{er} mars 2027 pour l'extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux (Gueltas 2) et pour une durée de 20 ans à compter du 1^{er} mars 2027 la poursuite de l'exploitation du casier amiante lié.

1.5 - Garanties financières

1.5.1 - Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 (rubrique 2760)

Les garanties financières sont établies comme suit pour la durée de l'exploitation des casiers autorisés par arrêté du 20 novembre 2013 jusqu'au 31 mars 2027 et pour la période de post exploitation de 30 ans :

Période	Total (€TTC)
Exploitation de 2025-mars 2027	2 223 879
Post-exploitation Mars 2027- 2029	1 632 368
Post-exploitation 2030-2033	1 352 882
Post-exploitation 2034-2036	1 126 766
Post-exploitation 2037-2039	912 093
Post-exploitation 2040-2042	649 284
Post-exploitation 2043-2045	517 816
Post-exploitation 2046-2048	428 676
Post-exploitation 2049-2051	318 842
Post-exploitation 2052-2054	239 665
Post-exploitation 2055-2057	179 813
Post-exploitation 2058-2060	85 330

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 2 223 879 € TTC à la date de signature du présent arrêté.

Les garanties financières sont établies comme suit pour la durée de l'exploitation des nouveaux casiers de 27 ans et pour la période de post exploitation de 25 ans :

Période de cautionnement	Montant (en euros TTC)
Pendant l'exploitation	3 755 264
Post-exploitation : année 1 à année 5	2 816 448
Post-exploitation : année 6 à année 15	2 112 336
Post-exploitation : année 16	2 091 213
Post-exploitation : année 17	2 070 301
Post-exploitation : année 18	2 049 598
Post-exploitation : année 19	2 029 102
Post-exploitation : année 20	2 008 811
Post-exploitation : année 21	1 988 723
Post-exploitation : année 22	1 968 836
Post-exploitation : année 23	1 949 148
Post-exploitation : année 24	1 929 657
Post-exploitation : année 25	1 910 360

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 5 387 632 € TTC à la date de l'exploitation des nouveaux casiers.

Le montant des garanties financières est actualisé :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01;
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

1.5.2 - Établissement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet au moins trois mois avant la date d'échéance du document en vigueur:

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

1.6 - Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, dispose des moyens d'exploitation suivants :

- un dispositif de contrôle est installé à l'entrée afin de mesurer le tonnage des déchets admis ;
- un dispositif de contrôle de non-radioactivité des chargements reçus est mis en place ;
- une zone d'isolement des déchets en décroissance ;
- deux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ;
- Les équipements de valorisation attenants à cette filière d'élimination : une unité de traitement des lixiviats, une unité de valorisation électrique du biogaz, une unité de valorisation du biogaz en biométhane ;
- une alvéole de stockage de déchets de matériaux inertes de construction contenant de l'amiante ;

- un centre de tri des déchets d'activité économique (DAE) et des déchets de collectes sélectives ;
- une unité de transit de bois ;
- une activité de broyage de bois (A et B) pour valorisation comme combustible énergétique, comme valorisation matière, et comme structurant pour le compostage ;
- une activité de compostage de déchets verts ;
- une unité de transfert de sous-produits animaux ;
- un stock de bennes ;
- un parc photovoltaïque d'une surface de 15,2 ha ;
- un bâtiment de préparation de combustibles à haut pouvoir calorifique inférieur (HPCI) ;
- une unité de valorisation énergétique des combustibles HPCI ;
- une plateforme de tri et de maturation des mâchefers ;
- une unité de déconditionnement des biodéchets ;
- des moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie ;
- des locaux à l'usage du personnel.

2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous :

2.1 - Conception des installations

2.1.1 - Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Incinérateur	70 MWpci ou 150 000 t/an*	HPCI	Incinération de déchets non dangereux pour production d'électricité
Conduit N° 2	1 moteur de valorisation	1,4MW	biogaz	Combustion du biogaz généré par l'ISDND pour production d'électricité
Conduit N° 3	Unité Wagabox : épurateur biogaz	0,7 MW	biogaz	Oxydateur du biogaz en vue de la réinjection dans le réseau de distribution de gaz
Conduit N° 4	Torchère	1000 Nm ³ /h	biogaz	Combustion de l'excédent de biogaz

*19,3 t/h sur la base d'un PCI moyen déchets de 13 MJ/kg

Les fumées issues du four de l'incinérateur transitent dans un réacteur pour :

- la neutralisation des gaz acides via l'injection de bicarbonate de soude ou de la chaux,
- l'adsorption des métaux lourds et des dioxines et furanes sur charbon actif ou du coke de lignite.

Les effluents sont ensuite envoyés dans un filtre à manche permettant l'abattement des composés particuliers.

A la sortie du filtre à manche, les fumées passent dans l'unité de traitement des oxydes d'azote (SCR) avec utilisation d'un catalyseur avec injection d'eau ammoniacale.

Le biogaz issu de l'installation de stockage de déchet est valorisé préférentiellement dans l'installation de valorisation par la production d'électricité au travers d'un moteur. L'excédent de biogaz produit est valorisé par le système d'épuration en vue de la réinjection de biométhane dans le réseau public de distribution de gaz.

En cas d'excédent de la production de biogaz lorsque les moteurs et l'unité d'épuration atteignent leur capacité maximale ou en cas d'opération de maintenance sur les unités de valorisation, le biogaz est brûlé à la torchère dont les caractéristiques permettent d'éliminer toute la quantité produite de biogaz durant toute la période d'indisponibilité.

2.1.2 - Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	50	2,5	145000	12
Conduit N° 2	8	0,35	500	25
Conduit N° 3	6	0,6	500	5
Conduit N° 4	7	1,4	1000	5

2.2 - Limitation des rejets

2.2.1 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

2.2.1.1 - Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les rejets issus de l'installation d'incinération respectent les valeurs limites d'émission suivantes à une teneur en O₂ sur gaz sec de 11 %, à un débit nominal de 145 000 Nm³/h.

Paramètre	Code CAS	Concentrations demi-heures en mg/Nm ³	Conduit n°1			
			Concentrations journalières mg/Nm ³		Flux**	Flux **
			Période OTNOC(1) en R-EOT(2)	Période NOC(3)	t/an	kg/jour
CO	630-08-0	(*)	50	50	59,5	175
COT		20	10	10	11,9	35
NO _x en eq NO ₂	10102-44-0	400	200	80	95,2	280,4
SO ₂	7446-09-05	200	50	30	35,7	105
HCl	7647-01-0	60	10	6	7,18	21,2

HF	62788-11-4	4	1	1	1,2	3,5
NH ₃	7664-41-7		30	10	11,9	35
Cd+Ti			0,05	0,02	0,02	0,07
Sb+As+Pb+Cr+Co+ Cu+Mn+Ni+V			0,5	0,3	0,35	1,1
Hg	7439-97-6		0,5	0,02	0,02	0,07
Poussières		30	10	5	5,99	17,6
PCDD/F			0,1 ng/m ³	0,06 ng l- TEQ/Nm ³	7,13.10 ⁻⁸	2,09.10 ⁻⁷

1 : OTNOC : Conditions de fonctionnement autres que normales

2 : R-EOT:Relevant effective operating time (combustion de déchets)

3 : NOC : conditions normales de fonctionnement

(*) durant le fonctionnement, la concentration en monoxyde de carbone dans les gaz de combustion ne dépasse pas 150 mg/m³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 100 mg/m³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures.

(**) basé sur des calculs théoriques (pour 340 j/an et 24 h/j)

Les rejets issus du moteur de valorisation énergétique de biogaz respectent les valeurs limites d'émission suivantes à une teneur en O₂ sur gaz sec de 15 % à une vitesse d'éjection de 15 m/s minimum.

Paramètre	Code CAS	Conduit n°2
		Concentration mg/Nm ³
NOx		190
CO	630-08-0	450
SO ₂	7446-09-05	60
formaldéhydes		15
HAP		0,1
cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés		0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés		1 exprimée en (As+Se+Te)
plomb (Pb) et ses composés		1 exprimée en Pb
antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés		20 pour la somme des métaux

Les rejets issus de la torchère respectent les valeurs limites d'émission suivantes à une teneur en O₂ sur gaz sec de 11 %.

Paramètre	Code CAS	Conduit n°4
		Concentration (mg/Nm ³)
Poussières, y compris particules fines		10
CO	630-08-0	150
SO ₂	7446-09-05	300

2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 - Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Pour l'incinérateur, l'exploitant respecte la périodicité des analyses fixée par l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux et celles fixées

dans l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets. .

L'exploitant procède au moins mensuellement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O.

Les émissions de SO₂, CO, HCl, HF et poussières, issues des torchères font l'objet d'une campagne annuelle d'analyses par un organisme agréé par le Ministère chargé de l'environnement.

Les paramètres de combustion des moteurs de valorisation du biogaz ainsi que leurs émissions en O₂, NOX, SO₂, poussières, CO et COVNM font l'objet d'une campagne annuelle de mesures par un organisme agréé par le Ministère chargé de l'environnement.

Le premier contrôle est effectué 6 mois au plus tard après la mise en service des installations.

2.3.2 - Indisponibilités

Sans préjudice des dispositions de l'article 9 e de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, les dispositions suivantes s'appliquent :

- des dispositifs de traitement :

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques de l'installation d'incinération, de traitement ou de mesure des effluents gazeux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées par le présent arrêté ne peut excéder 4 heures sans interruption.

Le cumul annuel des indisponibilités dans ces conditions est inférieur à 60 heures.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.

- Des dispositifs de mesure

a) Dispositifs de mesure en semi-continu.

Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation.

b) Dispositifs de mesure en continu.

Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.

2.3.3 - Mesures «comparatives

L'exploitant fait procéder à des mesures réglementaires par un organisme agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément une fois par an.

2.4 - Surveillance environnementale

Afin de maîtriser les émissions atmosphériques et de suivre leurs effets, une surveillance environnementale autour des installations autorisées est réalisée selon les modalités définies dans les articles ci-après.

2.4.1 - Plan de surveillance des retombées atmosphériques

6 mois après la date de notification du présent arrêté, un plan de surveillance des retombées atmosphériques est défini et transmis à l'inspection des installations classées. Ce programme concerne au moins les métaux et les dioxines.

Il comporte notamment le périmètre retenu pour la zone d'étude, la nature des milieux et le contexte local, la description du site avec la localisation des zones d'émission, les polluants suivis, les méthodes de prélèvements et d'analyse, la durée et la fréquence des périodes de prélèvements, les conditions météorologiques sur le site, la localisation et le nombre des points de prélèvements, incluant au moins un point témoin situé dans une zone hors influence de l'exploitation.

Il prévoit notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement:

- avant la mise en service de l'installation (point zéro) ;
- dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation ;
- après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle.

Il est mis à jour autant que de besoin pour tenir compte des évolutions des installations ou de leur environnement.

2.4.2 - Campagne de mesures dans l'environnement

Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur et au plan de surveillance.

Lors de la campagne de mesure, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution au moins horaire. La station météorologique est installée et utilisée selon les bonnes pratiques de Météo France. Les données météorologiques provenant d'une station de Météo France ne sont utilisées que si leur représentativité a été démontrée.

2.4.3 - Rapport sur la campagne de mesure dans l'environnement

Un rapport sur la campagne de mesure est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 6 mois après la fin des prélèvements.

Il comprend notamment :

- les résultats des mesures de surveillance environnementale ;
- la présentation du site dans son contexte environnemental ;
- le positionnement des différents points de prélèvement ;
- les protocoles de prélèvements et analyses utilisés en précisant les normes si elles sont disponibles et les limites de quantification ;
- une comparaison des résultats de mesures :
 - aux valeurs réglementaires et/ou aux valeurs guides disponibles et/ou aux référentiels locaux ou nationaux ,

- entre les points impactés et les points témoins au regard des conditions météorologiques enregistrées au cours de la campagne,
- par rapport à l'état initial et aux différentes campagnes déjà réalisées ;
- l'interprétation des résultats obtenus au regard de l'activité du site ;
- en cas d'anomalies (dont l'impossibilité de réaliser certaines mesures), des explications sur leur origine et les actions correctives menées ou prévues pour y remédier.

Au vu des résultats de mesure obtenus, la surveillance peut être révisée à l'initiative de l'exploitant ou de l'inspection des installations classées.

3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 - Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 - Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

- Réseau d'eau de ville : 3 810 m³/an dont 1 260 m³ pour les besoins sanitaires.

Les besoins en eau sont les suivants :

- Eaux destinées aux travailleurs (sanitaire, eau potable...) ;
- Eaux de lavage du matériel ;
- Eaux de process de la chaudière HPCI ;
- Eaux de refroidissement des mâchefers en sortie du four de la chaudière ;
- Eaux destinées à la lutte contre les incendies (réserve de sprinklage) ;
- Eaux de lavage des bacs de biodéchets réceptionnés ;
- Eaux de process du biodéconditionneur ;
- Au niveau de la plateforme de compostage, pour l'arrosage des andains de compost ;
- pour la fertirrigation du taillis très courte rotation.

La superficie des toitures est d'environ 1,9 ha. La superficie des surfaces imperméabilisées du site est d'environ 8,4 ha.

Le site réutilise les eaux pluviales collectées, les eaux de process ou les lixiviats traités pour les usages non domestiques.

Les lixiviats sont utilisés dans la gestion en mode bioréacteur des casiers de stockage, et également après traitement : pour l'arrosage des pistes, les espaces verts ou pour la fertirrigation en goutte à goutte du TTCR Sud et les pâtures du site à un faible débit pour favoriser l'évapotranspiration. Ils ne sont en aucun cas rejetés dans le milieu naturel.

Pour pouvoir être utilisées pour l'arrosage du TTCR Sud et des pâtures et espaces verts, les eaux traitées doivent présenter au maximum les caractéristiques suivantes (concentrations moyennes journalières) :

Paramètres	Valeurs	Flux maxi
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	/
Température	< 30°C	/
MES	< 100 mg/l	10 kg/jour
DBO5	< 40 mg/l	4 kg/jour
DCO	< 300 mg/l	30 kg/jour
Carbone Organique Total (COT)	< 70 mg/l	7 kg/jour
Azote global	< 30 mg/l	3 kg/jour
Phosphore total	< 10 mg/l	1 kg/jour
Phénols	< 0,1 mg/l	10 g/jour
Métaux totaux (1)	< 15 mg/l	1,5 g/jour
Cr6+	< 0,1 mg/l	10 g/jour
Cd	< 0,2 mg/l	20 g/jour
Pb	< 0,5 mg/l	50 g/jour
Hg	< 0,05 mg/l	5 g/jour
As	< 0,1 mg/l	10 g/jour
Fluor et composés (en F)	< 15 mg/l	1,5 g/jour
CN libres	< 0,1 mg/l	10 g/jour
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	< 1 mg/l	100 g/jour
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l	1 kg/jour

(1) Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al

Sur la plateforme de maturation de mâchefers, l'ensemble des eaux de la plateforme est réutilisé pour les arrosages des tas en cours de maturation. Un bassin de 900 m³ raccordé par surverse à un bassin de 500 m³ doit servir de réserve et de retenue de ces eaux. Aucun rejet issu des eaux de la plate-forme mâchefers n'est autorisé.

Les eaux de la plateforme de compostage dirigées vers un bassin tampon sont réutilisées dans le process de compostage pour l'arrosage des andains et pour alimenter le TCCR Nord. En cas de volume excédentaire ou de qualité ne permettant l'utilisation du TCCR, ces eaux sont orientées vers la station de traitement des lixiviats.

Pour pouvoir être utilisées pour l'arrosage du TCCR Nord, les jus de compostage doivent présenter au maximum les caractéristiques suivantes (concentrations moyennes journalières) :

Paramètres	seuil	flux	Fréquence
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	/	Trimestrielle
Température	< 30° C	/	Trimestrielle
MES	< 100mg/l	<1,55 kg/jour	Trimestrielle
DBO5	< 100 mg/l	<1,55 kg/jour	Trimestrielle

DCO	< 300 mg/l	<4,65 kg/jour	Trimestrielle
Azote global	< 30 mg/l	<0,47 kg/jour	Trimestrielle
Phosphore total	10 mg/l	<0,16 kg/jour	Trimestrielle
Cr6+	< 0,5 mg/l	<0,01 g/jour	Trimestrielle
Pb	< 0,5 mg/l	<0,01 g/jour	Trimestrielle
ZINC et composés	< 2 mg/l	0,03 g/jour	Trimestrielle
Cu	0,5 mg/l	<0,01g/jour	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l	<0,16 kg/jour	Trimestrielle

Les eaux employées sur l'incinérateur sont pompées dans les eaux de sortie de la station de traitement des lixiviats du site en priorité.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments montrant que les prélèvements au réseau d'alimentation en eau potable sont limités au minimum compte tenu des actions de réduction engagées par ailleurs (récupération des eaux de pluie,...).

3.1.2 - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, notamment après chaque modification notable. Il est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature.

3.1.3 - Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

3.1.4 - Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 - Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :...(eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc)

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°1 Ru de Gueltas
Nature des effluents	<ul style="list-style-type: none">• Eaux pluviales externes de la zone du bassin versant du ruisseau de Gueltas (BV Oust)• Eaux pluviales internes de ruissellement et de voiries de la zone du bassin versant du ruisseau de Gueltas (BV Oust), zone de stockage Gueltas 1 zone 1 réaménagée, toiture Sud du TMB : bassins tampons de stockage EP Est (comprenant EPB 1, EPB 2, EPB 3)• Eaux de drainage (ESS) de la zone 1 du bassin versant du ruisseau de Gueltas (BV Oust) : réseau de collecte interne qui rejoint le bassin P5 (bassin de contrôle eaux souterraines)
Exutoire du rejet	Saulaie et Ru de Gueltas X : 216834 Y : 356234
Traitement avant rejet	Néant
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur

Point de rejet vers le milieu réception	N° 2
Nature des effluents	<ul style="list-style-type: none">• Eaux pluviales internes de la zone du bassin versant du ruisseau de la Belle Chère (BV Blavet) secteur Sud ISDND
Exutoire du rejet	Fossés périphériques de l'établissement puis ruisseau de Belle chère aval à la zone humide X : 215796 Y : 355536
Traitement avant rejet	Néant
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur

Point de rejet vers le milieu réception	N° 3 (entrée de site)
Nature des effluents	<ul style="list-style-type: none">• Eaux pluviales internes de voiries de la zone du bassin versant du ruisseau de Gueltas (BV Oust) : voiries zone entrée (EPB Entrée), voiries centre de tri (EPB Entrée) et voiries base logistique (EPB Logistique ex D125)• Eaux pluviales de toitures du bâtiment accueil / bureaux (EPB entrée / ex EPV1)• Eaux pluviales de toitures du centre de tri (EPB Entrée ex EPV1)
Exutoire du rejet	Fossé du chemin forestier puis les fossés de la forêt de Branguily Ru de Kervézo X : 216262 Y : 356757
Traitement avant rejet	Déboureur déshuileur en amont du bassin tampon de stockage EP V1
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur

Point de rejet vers le milieu réception	N° 5 (Portail "STEP")
Nature des effluents	<ul style="list-style-type: none"> • Eaux pluviales externes de la zone du bassin de la Belle Chère (BV Blavet) secteur Ouest ISDND • Eaux pluviales internes de la zone du bassin versant du ruisseau de la Belle Chère (BV Blavet) : zone de stockage Gueltas 1 zone 2 en exploitation (zone sud ISDND) via le bassin tampon de stockage EPB4 • Eaux pluviales de voiries de la zone Gueltas 1 zone 2 sud
Exutoire du rejet	Fossés périphériques de l'établissement puis ruisseau de Belle chère aval à la zone humide X : 215463 Y : 355958
Traitement avant rejet	Néant
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur

Point de rejet vers le milieu réception	N° 6 (EPB Ouest)
Nature des effluents	<ul style="list-style-type: none"> • Eaux pluviales internes de la zone du bassin versant du ruisseau de la Belle Chère (BV Blavet) : zone de stockage Gueltas 1 zone 2 Nord • Eaux pluviales de toiture TMB Nord, bâtiment chaudière, bâtiment « utilisé et pilotage » et bâtiment « préparation » (via EPB valo) • Rétentions obturables (zone de dépotage de la plateforme de valorisation) (via EPB Valo) • Eaux de voirie de la plateforme de valorisation (via EPB Valo) • Eau aire de lavage des camions (via EPB Valo) • Eaux voirie Gueltas 1 zone 2 Nord (directement vers EPB ouest)
Exutoire du rejet	Fossé du chemin forestier puis le ruisseau de Belle Chère X : 215362 Y : 356144
Traitement avant rejet	Bassin tampon de stockage EPB Ouest
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur

Point de rejet vers le milieu réception	N° 7
Nature des effluents	Eaux de drainage (ESS) de Gueltas 1 zone 2 du bassin versant du ruisseau de Belle Chère (BV Blavet) : réseau de collecte interne qui rejoint le regard P8 (point de contrôle eaux souterraines)
Exutoire du rejet	Fossés périphériques de l'établissement puis ruisseau de Belle chère aval à la zone humide X : 215468 Y : 355961
Traitement avant rejet	Néant
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur

Point de rejet vers le milieu réception	N° 9 (EPB 5 et ESS 2)
Nature des effluents	<ul style="list-style-type: none"> • Eaux pluviales de voirie Gueltas 2 Nord Est (EPB 5) • Eaux de drainage sous casiers (ESS) Gueltas 2 Nord Est (bassin ESS 2) • Eaux pluviales de ruissellement (ERI) Gueltas 2 Nord Est
Exutoire du rejet	Ruisseau de Belle chère aval à la zone humide X : 215214 Y : 355817
Traitement avant rejet	Pré-traitement pour les eaux de voiries bassin de régulation de 4085 m ³ et

	régulation du débit
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur

Point de rejet vers le milieu réception	N° 10 (EPB 6 et ESS 3)
Nature des effluents	• Eaux pluviales de voirie Gueltas 2 Sud-Ouest •Eaux de ruissellement interne Gueltas Sud-Ouest (EPB 6) Eaux de drainage sous casiers (ESS) Gueltas 2 Sud-Ouest (bassin ESS 3)
Exutoire du rejet	ruisseau de Belle chère aval à la zone humide X : 215030 Y : 355698
Traitement avant rejet	Pré-traitement pour les eaux de voiries bassin de régulation de 5190 m ³ et régulation du débit
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur

Point de rejet vers le milieu réception	N° 11 (ERE N-E)
Nature des effluents	Eaux de ruissellement pluviales externes Gueltas 2
Exutoire du rejet	Eaux dirigées vers point bas naturel X : 215432 Y : 355743
Traitement avant rejet	Aucun
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur

Point de rejet vers le milieu réception	N° 12 (ERE N-E)
Nature des effluents	Eaux de ruissellement pluviales externes Gueltas 2
Exutoire du rejet	Eaux dirigées vers point bas naturel X : 215039 Y : 355478
Traitement avant rejet	Aucun
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur

Point de rejet vers le milieu réception	N° 13 (ERE S-O)
Nature des effluents	Eaux de ruissellement pluviales externes Gueltas 2
Exutoire du rejet	Eaux dirigées vers point bas naturel X : 215181 Y : 355212
Traitement avant rejet	Aucun
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur

EPB : bassin eaux pluviales (eaux pluviales de toitures, de voiries, de ruissellement interne sur les casiers réaménagés)

ESS : eaux de subsurface ; eaux de drainage sous les casiers

ERE : eaux de ruissellement externe

3.2.2 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention est passée avec le service de l'État compétent.

3.3 - Surveillance des rejets

3.3.1 - Caractéristiques des rejets externes

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les eaux pluviales de chacun des 11 points de rejets respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) :

- Débit maximal : 3 l/s/ha

Aux points de rejet 1, 5, 7, 9, 10 – eaux de ruissellement internes (ERI) et eaux de drainage non polluées (ESS)		
Paramètres	Seuil (mg/l)	Fréquence
1 - paramètres globaux		
Ph	5,5 et 8,5	trimestrielle
Température	< 30°	trimestrielle
MES	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15 kg/j < 35 mg/l au-delà	trimestrielle
DBO5	< 100 mg/l si flux journalier max < 30 kg/j. < 30 mg/l au-delà	trimestrielle
DCO	< 300 mg/l si flux journalier max < 100 kg/j < 125 mg/l au-delà	trimestrielle
COT	70	trimestrielle
2 – Paramètres spécifiques du secteur d'activité		
Hydrocarbures totaux	10	trimestrielle
P total	25	trimestrielle
Azote global	30 si flux journalier max > 50 kg/j	trimestrielle
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.)	15	trimestrielle
Cyanure libre	< 0.1 si le rejet dépasse 100g/j	trimestrielle
AOX	< 1 si le rejet dépasse 30g/j	trimestrielle

Point de rejet n°2 et 3 – eaux pluviales de voiries		
Paramètres	Seuil (mg/l)	Fréquence
1 - paramètres globaux		
Ph	5,5 et 8,5	Semestrielle
Température	< 30°	Semestrielle
MES	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15 kg/j < 35 mg/l au-delà	Semestrielle
DBO5	< 100 mg/l si flux journalier max < 30 kg/j. < 30 mg/l au-delà	Semestrielle

DCO	< 300 mg/l si flux journalier max < 100 kg/j < 125 mg/l au-delà	Semestrielle
2 – Paramètres spécifiques du secteur d'activité		
Hydrocarbures totaux	10	Semestrielle

Point de rejet n°6 (EPB Ouest)		
Paramètres	Concentration maximale (mg/l) (*)	Fréquence
1-Paramètres globaux		
Ph	5,5 et 8,5	mensuelle
Température	< 30°	mensuelle
MES	35	trimestrielle
DBO5	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15 kg/j < 30 mg/l au-delà	mensuelle
DCO	125	trimestrielle
COT	40	mensuelle
Thallium	0,050	mensuelle
Cyanures libres	0,100	mensuelle
AOX	5 si le rejet dépasse 30 g/j	mensuelle
Ion Fluorure	15	mensuelle
2-Spécifiques du secteur d'activité		
Hydrocarbures	5	mensuelle
P total	25	trimestrielle
Azote global	30	trimestrielle
Plomb	0,100	mensuelle
Chrome	0,1 (dont Cr6+ : 50 µg/l)	mensuelle
Cuivre	0,250	mensuelle
Nickel	0,100	mensuelle
Zinc	0,800	mensuelle
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.)	15	trimestrielle
3-Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau		
Cadmium**	0,025	trimestrielle
Mercure**	0,025	trimestrielle
Arsenic	50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j	trimestrielle
Nonylphénols **	0,025	trimestrielle
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)**	0,025	trimestrielle

Quinoxifène**	0,025	trimestrielle
Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	0,3 ng/l TEQ	trimestrielle
Aclonifène	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j	trimestrielle
Bifénox	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j	trimestrielle
Cybutryne	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j	trimestrielle
Cyperméthrine	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j	trimestrielle
Hexabromocyclododécane** (HBCDD)	25 µg/l	trimestrielle
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore**	25 µg/l	trimestrielle
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	- NQE si le rejet dépasse 1 g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25 µg/l - 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l	trimestrielle

(*) : la concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané (d'une durée minimale représentative). La concentration maximale peut être fixée au maximum au double de la concentration en moyenne journalière (article 21 AM 2/02/98)

(**) : Les substances dangereuses marquées d'une * dans les tableaux ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Les paramètres 3 « autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau » pourront être adaptés après 3 années de campagnes sur rapport de l'exploitant si les substances listées ne sont pas susceptibles d'être rejetés par l'exploitant. L'exploitant pourra alors proposer à l'inspection des installations classées une mise à jour de son programme de surveillance.

Le volume de rétention des eaux de ruissellement internes du projet est réparti en plusieurs bassins de stockage, en fonction du découpage en sous-bassin versant (précisé en annexe 4).

3.3.2 - Lixiviats traités et jus de compostage

Avant tout rejet dans les TTCR ou avant tout arrosage, L'exploitant doit s'assurer du respect des valeurs en concentration et en flux imposées à l'article 3.1.1. Pour cela, l'exploitant doit mesurer le débit journalier maximum à chaque utilisation des lixiviats traités et des jus de compostage.

3.4 - Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 - Relevé des prélèvements d'eau et contrôle des rejets

Des prélèvements sont réalisés tous les trimestres sur les points définis à l'article 3.2.2 et sur les paramètres définis à l'article 3.3.1. En cas d'anomalie, dès réception des analyses, l'ensemble des paramètres visés à l'article 3.3.1 sont à nouveau analysés.

3.4.2 - Contrôles de recalage (eau)

L'exploitant fait procéder à un contrôle de recalage dans les conditions définies à l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 une fois par an.

3.5 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 - Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose d'au moins 6 piézomètres de contrôle (1 en amont et 5 en aval) sur le site existant et 5 piézomètres de contrôle (1 en amont et 4 en aval) sur le nouveau pôle stockage. Ces piézomètres sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité (ou conductivité), métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;
- paramètres biologiques : DBO₅ ;
- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;
- autres paramètres : hauteur d'eau.

Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection.

Ces mesures sont réalisées pendant la phase d'exploitation et la période de suivi.

Le contrôle des eaux souterraines de sub-surface, issues des dispositifs de rabattement, feront l'objet des mêmes contrôles, aux mêmes fréquences, que ceux effectués sur les eaux souterraines des piézomètres.

Pour chaque piézomètre, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats de tous les contrôles d'analyse sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures prévues à l'alinéa suivant sont mises en œuvre.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant en informe sans délai le préfet et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. L'exploitant adresse pour chaque analyse un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

3.5.2 - Bilan hydrique

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, direction et force des vents, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents rejetés). Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre. Ce bilan est calculé au moins annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.

3.6 - Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement, entretien et conduite

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'installation concernée. Toute anomalie constatée doit faire l'objet d'une intervention sans délai.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voiries, les aires de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société

habilitée au moins une fois par an.

4 - AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION, DE COMPENSATION D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI

4.1 - Dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés

4.1.1 - Nature et durée de la dérogation

Le présent arrêté permet la réalisation des opérations suivantes sur les spécimens appartenant aux espèces susvisées :

- la destruction et capture (pour sauvetage) puis relâché de spécimens d'espèces animales protégées suivantes :
 - Crapaud épineux (*Bufo spinosus*)
 - Grenouille verte (*Pelophylax esculenta*)
 - Salamandre tachetée (*Salamandra salamandra*)
 - Grenouille agile (*Rana dalmatina*)
 - Grenouille rousse (*Rana temporaria*)
 - Triton palmé (*Lissotriton helveticus*)
 - Couleuvre d'Esculape (*Zamenis longissimus*)
 - Lézard des murailles (*Podarcis muralis*)
- transplantation d'une station d'espèces végétales protégées suivantes :
 - Littorelle à une fleur (*Littorella uniflora*) ;
- la destruction de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées suivantes :
 - Hirondelle rustique (*Hirundo rustica*)

Le bénéficiaire est autorisé à déroger aux interdictions énoncées ci-dessus sur l'ensemble de la durée des travaux, sous réserve du respect des mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi énoncées à l'article 4.1.2.

4.1.2 - Mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi

Les mesures suivantes (détaillées et localisées en annexe 2) seront mises en place :

Mesures d'évitement	Intitulé de la mesure
Mesure d'évitement (ME01)	Adaptation des horaires d'exploitation et d'activité journaliers.
Mesure d'évitement (ME02)	Évitement des secteurs accueillant les principaux enjeux de conservation.

Mesures de réduction	Intitulé de la mesure
Mesure de réduction (MR01)	Réduction au maximum des zones représentant des enjeux écologiques dans la conception et l'implantation des projets.
Mesure de réduction (MR02)	Balisage et mise en défens des habitats d'espèces lors de la phase chantier.

Mesure de réduction (MR03)	Pose de barrières anti-intrusion à proximité de zones de reproduction des amphibiens.
Mesure de réduction (MR04)	Respect des périodes de reproduction et de nidification des espèces pour la réalisation des travaux impactants.
Mesure de réduction (MR05)	Optimisation de la gestion des matériaux sur le site lors de la phase travaux.
Mesure de réduction (MR06)	Dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux et/ou limitant leur installation.
Mesure de réduction (MR07)	Dispositif de limitation des nuisances envers la faune.
Mesure de réduction (MR08)	Mise en place de clôture spécifique pour limiter l'intrusion de la petite faune sur la zone de chantier.
Mesure de réduction (MR09)	Absence d'utilisation de produits phytosanitaires pour la gestion des espaces.

Mesures de compensation	Intitulé de la mesure
Mesure de compensation (MC01)	Déplacement du bardage accueillant l'hirondelle rustique et ajout de 12 nids artificiels..
Mesure de compensation (MC02)	Élaboration et mise en œuvre d'actions en faveur de la littorelle à une fleur sur les étangs de Branguily..
Mesure de compensation (MC03)	Restauration d'une zone humide par suppression d'un plan d'eau.

Les mesures de compensation doivent se traduire par une obligation de résultats et être effectives pendant toute la durée des atteintes conformément à l'article L.163-1 du code de l'environnement. Elles doivent donc être mises en œuvre en amont des impacts.

Mesures d'accompagnement	Intitulé de la mesure
Mesure d'accompagnement (MA01)	Accompagnement du chantier par un écologue coordinateur environnement.
Mesure d'accompagnement (MA02)	Action expérimentale de renforcement de population de la littorelle à une fleur.
Mesure d'accompagnement (MA03)	Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet.
Mesure d'accompagnement (MA04)	Aménagements paysagers d'accompagnement du projet dans les emprises.
Mesure d'accompagnement (MA05)	Mise en place d'hibernaculums en faveur des reptiles et des amphibiens.
Mesure d'accompagnement (MA06)	Maintien de la continuité hydraulique des parcelles.
Mesure d'accompagnement (MA07)	Mise en place d'un rejet d'eau pluviale diffus pour alimenter les zones humides.
Mesure d'accompagnement (MA08)	Implantation de 5 unités de radeaux végétalisés flottants en point d'eau permanents.

Mesures de suivi	Intitulé de la mesure
Mesure de suivi (MS01)	Suivi des nids d'hirondelle rustique.
Mesure de suivi (MS02)	Suivi des populations d'odonates.
Mesure de suivi (MS03)	Suivi de l'implantation des plants de littorelle à une fleur déplacés et des actions en sa faveur sur les Etangs de Branguily.
Mesure de suivi (MS04)	Suivi écologique des zones humides.
Mesure de suivi (MS05)	Suivi pédologique des zones humides évitées et restaurées.

4.2 - Prescriptions techniques relatives aux milieux aquatiques

4.2.1 - Prescriptions techniques spécifiques aux travaux en zones humides

4.2.1.1 - Réduction de l'impact des travaux en zone humide

La recherche de l'évitement des impacts en zone humide a conduit à réduire la surface de zones humides impactées de 0,155 hectares, avec notamment préservation d'une zone humide à l'est du site de la plateforme de valorisation.

Après application de la séquence éviter-réduire, la surface résiduelle de zones humides impactées directement par l'aménagement du pôle « matière et énergie » atteint 0,35 hectares, localisés sur le plan de la mesure MR01 en annexe 2, sur la parcelle OB146, déjà incluse dans le périmètre initial de l'ICPE.

Les zones humides qui ne seront pas impactées par le projet sont délimitées avant toute intervention et strictement évitées (interdiction de dépôt de matériel, matériel, circulation et stationnement des engins de chantier) (voir mesure MR02).

L'aménagement en zones humides et l'exploitation de l'éco-pôle est conduit de manière à ne pas générer d'impacts indirects sur les zones humides adjacentes. En particulier le bénéficiaire précise à la DDTM, dans un délai de 2 mois avant le démarrage des travaux, les modalités envisagées pour que le rejet du drainage des eaux de subsurface alimente de manière diffuse la zone humide délimitée en bordure de la « parcelle sud » et le site de compensation « zone humide » (voir mesure MA07).

4.2.1.2 - Compensation de l'impact des travaux en zone humide – mesure MC03

La mesure de compensation doit se traduire par une obligation de résultats et être effective pendant toute la durée des atteintes conformément à l'article L.163-1 du code de l'environnement. La mesure compensatoire doit donc être mise en œuvre en amont des travaux générant les impacts. De plus l'équivalence écologique doit être atteinte par la réalisation des mesures de compensation à hauteur de toutes les pertes de fonctionnalités détruites.

La compensation des zones humides impactées par l'extension de l'écopôle est assurée par l'effacement du plan d'eau de 0,77 hectares, situé sur la parcelle cadastrale OB75, selon les modalités résumées en annexe dans la fiche MC3 visée à l'article 4.1.2.

Cette opération est réalisée conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration loi sur l'eau spécifique sus-visé et de ses compléments, sans préjudice des dispositions de l'accord de la DDTM sus-visé, de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur. Les travaux devront être réalisés de manière à éviter tous risques pour le milieu récepteur.

4.2.1.3 - Mesures de gestion et de suivi des zones humides restaurées (MS4 et 5)

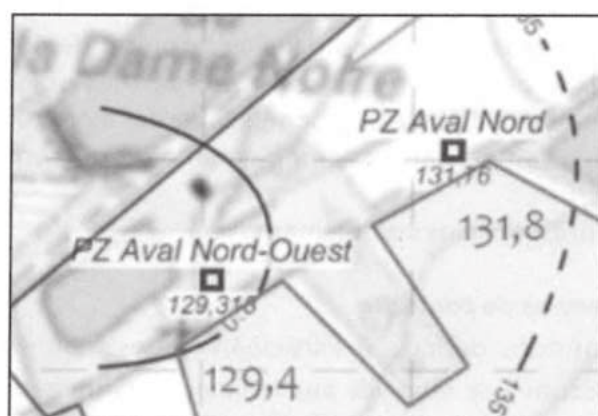
Le bénéficiaire établit un plan de gestion, un an après sa restauration en tenant compte des résultats du suivi de la première année à l'issue des travaux en année n. L'objectif est de pérenniser la zone humide restaurée en favorisant une mosaïque d'habitats humides diversifiée.

Ce plan de gestion est fourni à la DDTM pour validation au plus tard le 31 décembre de l'année n+1.

Le bénéficiaire met en œuvre ce plan de gestion sur une durée de 30 ans renouvelable, et en suit les effets en N+1, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30 afin d'établir un bilan des résultats obtenus et le cas échéant adapter les modalités de gestion du site.

Selon la même périodicité, le suivi de la mesure compensatoire, réalisé selon les modalités des fiches MS4 et MS5 en annexe, fait l'objet d'un rapport détaillé devant vérifier l'atteinte de l'équivalence entre les pertes fonctionnelles du site impacté et les gains fonctionnels obtenus sur le site de compensation. Il est intégré au rapport complet prescrit dans les dispositions générales.

Les mesures de suivi MS4 et MS5 visent également à vérifier l'absence d'impact indirect du projet sur les zones humides évitées ou proches. Ce dispositif est complété pour les zones humides en bordure de la « parcelle sud » par un suivi piézométrique sur les piézomètres PZ Aval Nord-Ouest et PZ Aval Nord localisés sur la figure ci-dessous.



Les points de suivi prévus dans le cadre des mesures MS4 et MS5, ainsi que le protocole de suivi piézométrique (fréquence des relevés, modalités...) sont transmis à la DDTM dans un délai de 2 mois avant le démarrage des travaux.

4.3 - Dispositions générales

4.3.1 - Modalités de compte-rendus

Le bénéficiaire rend compte des mesures mentionnées à l'article 4.1.2 par un rapport complet de suivi de la mise en œuvre de ces mesures et du suivi environnemental. Ce rapport met en évidence les actions réellement réalisées, leurs coûts, leur efficacité, les difficultés rencontrées, et intègre un récapitulatif des mesures de gestion et des résultats des suivis scientifiques. Ce rapport est produit les années N+1, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25 et N+30. Il est transmis à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Morbihan (ddtm-bmaf@morbihan.gouv.fr) et à l'Inspection des Installations classées, au plus tard le 31 mars de l'année N+1 concernée dans le suivi.

Les données brutes issues des suivis écologiques devront être versées au téléservice Depobio au plus tard six mois après l'achèvement de chaque campagne d'acquisition de ces données.

Afin d'être en mesure de bancariser les mesures compensatoires dans la base de données nationale GéoMCE, le bénéficiaire transmet à la DDTM, service en charge de la police de l'eau, un mois après la fin des travaux, les données SIG de géolocalisation et de délimitation de chaque site de compensation proposé dans le dossier sous la forme de polygones.

Les données SIG spécifiques aux mesures de compensation doivent respecter le format standard suivant :

- système de projection géographique : RGF 93 (EPSG = 2154), encodage UTF8
- format des fichiers de données : ESRI SHAPE FILE (.shp)
- format des « projets » numériques : .qgs

4.3.2 - Modifications

Toute modification apportée au projet et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier pouvant avoir des incidences sur les espèces protégées doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires. Toute modification apportée au projet et de nature à entraîner le non-respect d'une interdiction non visée à l'article 4.1.2 doit faire l'objet d'une demande de dérogation dans les formes prévues par le code de l'environnement.

4.3.3 - Mesures correctives et complémentaires

Si le suivi prévu à l'article 4.3.1 met en évidence une insuffisance des mesures prévues aux articles 4.1.2 et 4.2.1 pour garantir d'une part le maintien dans un bon état de conservation d'une espèce protégée visée à l'article 4.1.1 du présent arrêté, et d'autre part les objectifs de réduction et de compensation des impacts en zones humides, le bénéficiaire est alors tenu de proposer des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires qui seront soumises à validation du préfet.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

4.3.4 - Mesures de contrôles

La mise en œuvre des dispositions définies à l'article 4.1 « dérogation espèces protégées » et à l'article 4.2- « prescriptions techniques relatives aux milieux aquatiques » du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents visés à l'article L.415-1 du code de l'environnement et les agents en charge de la police de l'eau et des installations classées.

Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L.172-11 du code de l'environnement.

5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1 - Limitation des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 1.

5.1.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	<i>Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</i>	<i>Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</i>
<u>Point de mesure A</u> lieu-dit « Guernogas », à l'Est du site <u>Point de mesure B</u> lieu-dit « Kerlaizan, au Sud du site <u>Point de mesure D</u> lieu-dit « Branguilly, à l'Ouest du site <u>Point de mesure E</u> lieu-dit « Kervin d'en haut», au Nord du site	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée en annexe 1.

5.1.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

5.1.3 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif au bruit émis dans l'environnement par les ICPE, dans les zones à émergence réglementée.

5.1.4 - Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

6.1 - Conception des installations

6.1.1 - Dispositions constructives et comportement au feu

L'ensemble des bâtiments doivent respecter les mesures constructives définies dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et en particulier dans l'étude de danger (paragraphe 7.2.1.2).

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées

6.1.2 - Organisation des stockages

L'ensemble des stockages doivent respecter les capacités (volume, tonnage) définies dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et en particulier dans l'étude de danger.

L'exploitant doit pouvoir justifier à tous moments du respect de ces capacités.

6.1.3 - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les volumes de rétention prévus pour contenir les eaux d'extinction incendie des différents secteurs sont :

- Pole valorisation matière - énergie : 1 bassin étanche de 1 680 m³ (ce bassin est mutualité avec la collecte des eaux pluviales habituelles de la zone ainsi que les volumes en cas de pluie décennale) ;
- Plateforme de compostage : 1 bassin étanche de 300 m³ ;
- ISDND : 2 bassins étanches (bassins lixiviats) de 1 500 m³ chacun.

6.1.4 - Événements et parois soufflables

Le ballon de la chaudière est placé au sommet de celle-ci, à environ 40 m du sol. Il est couvert par un auvent.

Les cuves de gazole et de GNR sont équipées d'événements.

6.2 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

6.2.1 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de détection et de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par les arrêtés ministériels applicables et complétés et précisés comme ci-après :

- 4 bassins d'eau utilisables par les pompiers pour la défense externe contre l'incendie (bassins dits « DECI ») : 1 au niveau de la plateforme valorisation, 1 au niveau de la zone bassin EP Est, 1 au niveau du bassin EP Sud et 1 volume minimal dans le bassin EPB5 sur l'extension de l'ISDND ;
- une signalisation indiquant les RIA et les branchements pompiers ;

Au niveau des différents secteurs, les moyens d'extinction d'incendie sont les suivants :

• Pole valorisation matière - énergie :

- 1 réserve incendie de 500 m³, son branchement pompier et son aire de mise en aspiration ;
- 1 réserve incendie sprinklage de 1 126 m³ ;
- 1 alimentation par station de pompage indépendante par prise d'eau sur étang ;
- 1 poteau incendie

• Plateforme de compostage :

- 1 réserve incendie de 500 m³, son branchement pompier et son aire de mise en aspiration ;
- 1 alimentation par station de pompage indépendante par prise d'eau sur étang.

• ISDND :

- 1 réserve incendie de 900 m³ fixe assurée dans l'un des bassins d'eau pluviale. Cette réserve doit disposer de 4 aires de mise en aspiration répondant aux caractéristiques suivantes :
 - Cette aire d'aspiration est utilisable en tout temps. Elle doit être réalisée en voirie lourde et une pente douce (2%) doit permettre l'évacuation de l'eau de ruissellement. De plus, cette aire d'aspiration doit être conçue afin d'éviter que les eaux de ruissellement ou d'extinction ne viennent la polluer.
 - Une signalisation est mise en place pour indiquer l'emplacement de cette aire et l'interdiction de stationnement des véhicules.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

6.2.2 - Organisation

L'exploitant établit un Plan de défense incendie (PDI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers.

Un exemplaire du plan de défense incendie (P.D.I.) doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Le P.D.I. est remis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Les modifications notables successives du P.D.I. doivent être transmises au service départemental d'incendie et de secours.

7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

7.1 - Limites de l'autorisation

7.1.1 - Caractéristiques de l'installation

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure ou égale à 127 ha.

La cote maximale de stockage des déchets pour Gueltas 1 est limitée à 168 m NGF après tassements et la hauteur maximale en sommet de couverture après remise en état est fixée à 169 m NGF après tassements .

La cote maximale de stockage des déchets pour Gueltas 2 est limitée à 168 m NGF après tassements et la hauteur maximale en sommet de couverture après remise en état est fixée à 169 m NGF après tassements.

7.1.2 - Origine géographique des déchets

Pour l'activité ISDND et l'activité organique, l'ensemble de ces déchets proviendront de la région Bretagne ainsi que de Loire Atlantique (département 44).

Pour l'ensemble des activités valorisation matière et énergie, les déchets proviendront de la région Bretagne et des régions limitrophes (Normandie, Pays de la Loire).

7.1.3 - Déchets admis

Les déchets qui peuvent être admis sur le site sont les suivants :

- Pôle de préparation matière et centre de tri :
 - Déchets d'activité économique non dangereux (DAEND) ;
 - Déchets d'ameublement (DEA) / filières REP ;
 - Encombrants / tout venants de déchetterie ;
 - Bois A et B ;
 - Refus de tri ;
- Pôle énergie :
 - Chaudière HPCI
 - Combustibles préparés à partir de DND et de déchets municipaux ;
 - Refus de tri ;
 - Refus de pulpeur ;
 - Biomasse ;
 - OMR en secours d'installations de valorisation énergétique ou de traitement ;
 - IME
 - Mâchefers issus de la chaudière HPCI ;
 - Mâchefers externes issus d'unités de valorisation énergétique ;
- Pôle organique :
 - Biodéchets ;
 - Déchets verts ;
 - Sous-produits animaux ;
- Pôle stockage :
 - Déchets ultimes non valorisables des collectivités et entreprises ;
 - Refus du pôle de préparation matière de l'écopôle.
 - Résidus de broyage automobiles ;
 - Amiante lié à matériaux inertes, refus de dégrillages et de dessablage, déchets de sablage de surface, boues non valorisables, déchets de plâtre non valorisable.

Les déchets pris en charge par l'incinérateur sont de manière prédominante des déchets assimilables par leur nature et leur composition aux déchets municipaux au sens de la définition de la directive cadre sur les déchets. L'exploitant de tenir à la disposition de l'inspection les éléments justifiant la nature et la composition des déchets pris en charge.

Ils entrent dans le cadre des codes de la classification des déchets définis en annexe 3.

7.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15 01 01	Emballages en papier/carton
	15 01 02	Emballages en matières plastiques
	16 11 02	Revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 01
	16 11 04	Autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés métallurgiques non visés à la rubrique 16 11 03
	16 11 06	Revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 05
	19 01 12	Mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11
	19 05 01	Fraction non compostée des déchets municipaux et assimilés
	19 05 02	Fraction non compostée des déchets animaux et végétaux
	19 05 03	Compost déclassé
	19 05 99	Déchets non spécifiés ailleurs
	19 08 01	Déchets de dégrillage
	19 08 02	Déchets de dessablage
	19 12 02	Métaux ferreux
	19 12 03	Métaux non ferreux
	19 12 07	Bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06
	19 12 12	Autres déchets
Déchets dangereux	10 01 22*	Boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières contenant des substances dangereuses
	13 02 06	Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques
	13 05 02	Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
	15 02 02*	Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses
	16 11 01*	Revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques contenant des substances dangereuses
	16 11 03*	Autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés métallurgiques contenant des substances dangereuses
	16 11 05*	Revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques contenant des substances dangereuses
	19 01 05*	Gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées
	19 01 06*	Déchets liquides aqueux provenant de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux
	19 01 07*	REFIOM
	19 01 10*	Charbon actif usé provenant de l'épuration des gaz de fumées
	19 01 11*	Mâchefers contenant des substances dangereuses
	19 01 13*	Cendres volantes contenant des substances dangereuses
	19 01 15*	Cendres sous chaudière contenant des substances dangereuses
	19 11 05*	Boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses

8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS CONNEXES

8.1 - Déchets de manifestations

A titre dérogatoire le site est autorisé à stocker des déchets produits à l'occasion de manifestations.

Ces déchets doivent préalablement à leur enfouissement avoir fait l'objet d'un tri autant que possible pour retirer les déchets interdits dans l'installation (pneumatiques, bidons vides ayant contenu des substances dangereuses, biodéchets, matériaux partiellement brûlés...). Une attestation de la réalisation du tri de ses déchets devra être produite par le détenteur des déchets.

Afin de garantir que ces déchets respectent la hiérarchie des modes de traitement des déchets, le détenteur devra fournir un justificatif de refus par une unité de valorisation énergétique.

Ces deux justificatifs devront être fournis par le détenteur des déchets avant toute mise en stockage. La quantité annuelle maximale autorisée pour cette catégorie de déchets est de 1000 tonnes (quantité incluse dans la capacité totale annuelle autorisée). Ces déchets proviennent des départements de Bretagne.

L'exploitant exerce une traçabilité spécifique de cette catégorie de déchets conforme à l'arrêté du 31 mai 2021.

8.2 - Couche de drainage des casiers (Gueltas 1 et 2)

Dans chaque phase d'exploitation, la couche de drainage qui repose sur un fond de forme dont la pente minimale sera au moins égale à 1,5 % est constituée de bas en haut :

* d'un réseau de drains permettant l'évacuation gravitaire des lixiviats vers un collecteur principal équipé d'une cheminée puisard au point le plus bas,

* d'une couche drainante composée :

- soit de matériaux d'une perméabilité supérieure à 1.10^{-4} m/s, préalablement lavés, d'une épaisseur minimale en point bas de 50 cm par rapport à la perpendiculaire de la géomembrane.
- soit de matériaux d'une perméabilité supérieure à 1.10^{-4} m/s, préalablement lavés, d'une épaisseur minimale en point bas de 30 cm par rapport à la perpendiculaire de la géomembrane complétés par un géocomposite de drainage remplaçant le géotextile, .

Le géocomposite est conforme aux données techniques présentées par l'exploitant dans sa demande d'autorisation.

Le réseau de drainage de fond comprendra un ou plusieurs drains rectilignes par alvéole. La résistance mécanique et le diamètre des drains sont calculés en fonction de la charge qu'ils devront supporter. Le diamètre sera suffisant pour éviter le colmatage, faciliter l'écoulement des lixiviats, leur entretien et permettre le contrôle de leur état général par des moyens appropriés. Les drains seront conçus pour résister jusqu'à la fin de l'exploitation et pendant les 30 ans de suivi post-exploitation aux contraintes mécaniques et chimiques auxquelles ils sont soumis.

La stabilité à long terme de l'ensemble mis en place doit être assurée.

8.3 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 modifié restent applicables aux installations existantes : L'ISDND Gueltas 1, le broyage de bois, le compostage de déchets verts et le centre de tri DAE.

Les prescriptions des arrêtés complémentaires des 12 décembre 2019 et 6 mai 2022 sont abrogés.

Les articles 3, 4 et 5 de l'arrêté complémentaire du 25 juin 2021 sont abrogés.

Les dispositions de l'arrêté de servitudes d'utilité publique du 26 juin 2013 restent applicables.

Les rubriques 3532, 2780.2, 2782, 2781.1a, 2781.2, 2791.1, 2712-2, 2910-B visées à l'article 1.2.1 "liste des installations concernées par une rubrique ICPE" de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 modifié sont supprimées.

- Les articles suivant de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 sont abrogés : article 1.1.1, 1.2.3.4, 1.2.3.5, 1.2.4, 1.6.1, 1.6.2.2, 1.6.3.2, 3.1.3.1, 3.1.3.2, 3.1.3.3, 3.2.2, 3.2.3, 3.2.6, 3.2.7.1, 3.2.7.3, Titre 4, titre 6, 7.2, 8.2, 8.3, 8.6, 8.7.8, 8.7.9, 8.8, 9.2.2.1, 9.2.2.2, 9.2.2.3, 9.2.2.5, 9.2.3.1, 9.2.3.2, 9.2.3.4, Annexe II (zone à émergence).

9 - DISPOSITIONS FINALES

9.1 - Prise en compte des réserves de la commissaire enquêtrice

Tous les engagements repris dans les mémoires en réponse à la commissaire enquêtrice et visant à lever les réserves exprimées seront consolidés dans un bilan annuel qui sera présenté en CSS (dont certains sont déjà imposés par la réglementation). Ce document pourra faire l'objet d'une communication extérieure.

9.2 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un **délai de trois ans** à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

9.3 - Délais et voies de recours

RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application informatique «Télé-recours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr.

1°) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour ou la décision leur a été notifiée ;

2°) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la reformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

9.4 – Information des tiers

Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1. Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée.
2. Ce même arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis au préfet (DDTM du Morbihan).

3. Une copie dudit arrêté est également adressé à chaque conseil municipal consulté et aux assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs groupements, sollicités par le préfet.
4. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

9.5 - Exécution

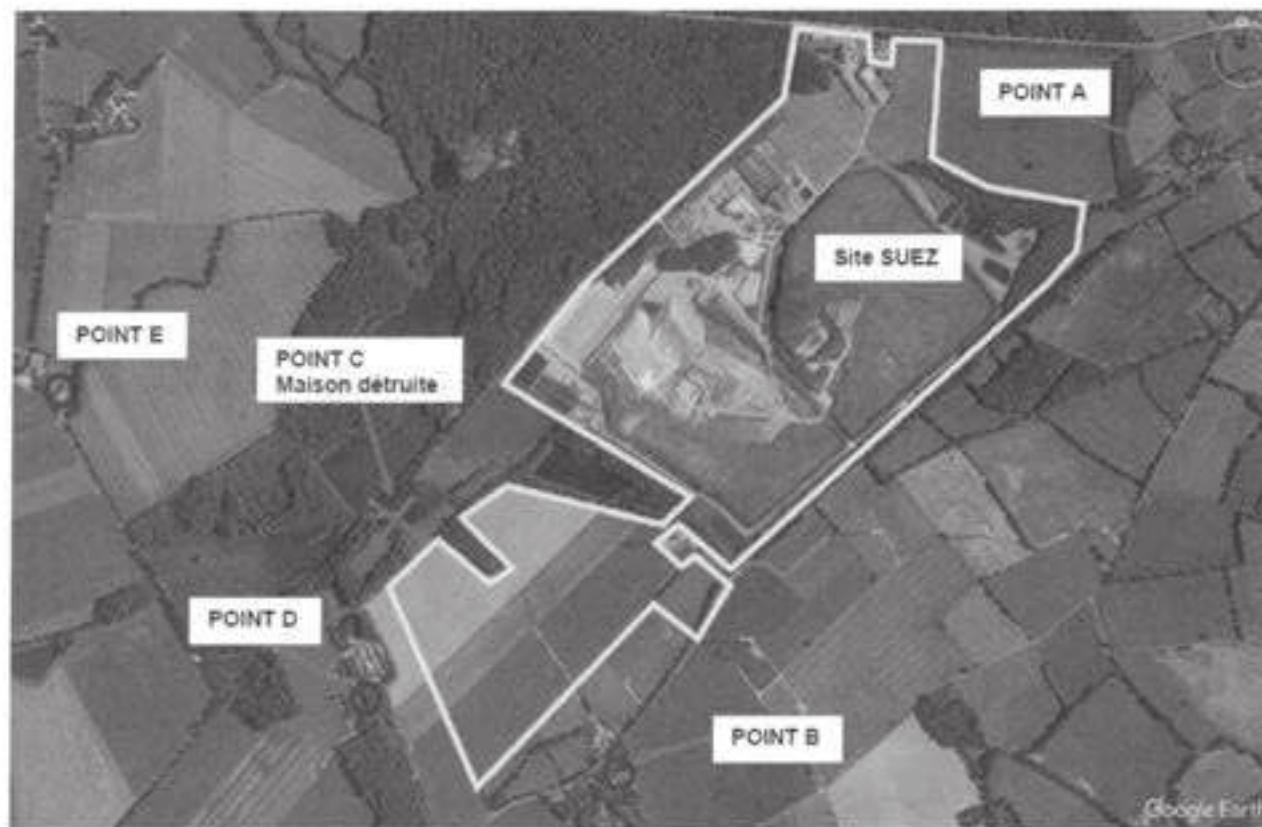
Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le 13 DEC. 2025
Le préfet
Pour le préfet, par délégation,
Le secrétaire général,
Stéphane JARLÉGAND

Copie du présent arrêté est adressée à :

- M. le préfet des Côtes d'Armor
- Mme la sous-préfète de Pontivy
- MM et Mmes les maires de Gueltas, Crédin, Kerfourn, Noyal-Pontivy, Rohan, Saint-Gérard-Croixanvec, Saint-Gonnery et Saint-Maudan (22)
- M. le président de Pontivy Communauté - 1 place Ernest Jan - BP 96 - 56300 Pontivy
- M. le DREAL – UD 56
- M. le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité
- M. le président du tribunal administratif de Rennes
- Mme Anne-Marie Carlier, commissaire enquêtrice
- M. le directeur de la société SUEZ RV OUEST - rue Parc Edonia - Bat T - rue Terre Adélie – 35760 Saint-Grégoire

Localisation des points de mesure de bruit (zone à émergence réglementée)



Détails des mesures ERCA (Évitement, Réduction, Compensation et Accompagnement et suivi)

ME01	Adaptation des horaires d'exploitation et d'activité journaliers.		
OBJECTIFS	L'objectif de cette mesure est d'éviter les impacts sur les espèces ayant une activité nocturne.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Chiroptères.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
		X	X
LOCALISATION	Ensemble du périmètre du projet		
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE : Les travaux ne seront pas réalisés de nuit, et le projet n'engendrera pas de pollution sonore ou lumineuse nocturne. En exploitation, le site ne sera pas éclairé sur les périodes de nuit (couchée du soleil jusqu'au lever du soleil) afin de ne pas engendrer de pollution sonore ou lumineuse nocturne.			

ME02	Évitement des secteurs accueillant les principaux enjeux de conservation.		
OBJECTIFS	Préserver les habitats à enjeux identifiés sur la parcelle sud d'extension du site.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Oiseaux, chiroptères, reptiles.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
	X	X	X
LOCALISATION	Haie au sud de la parcelle bordant la partie sud-est du projet (voir cartographie jointe).		

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE : La haie située au sud de la parcelle sera préservée intégralement. Tout aménagement (y compris terrassement) est interdit sur une distance d'au moins 5 m de la végétation constituant la haie.

Avant le démarrage du chantier d'aménagement, la haie sera matérialisée par un balisage visible pour les entreprises (cf MR02 : mise en défens).

Localisation des haies prioritaires



MR01	Réduction au maximum des zones représentant des enjeux écologiques dans la conception et l'implantation des projets.		
OBJECTIFS	Réduire l'impact du projet sur les zones présentant des enjeux écologiques.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Amphibiens.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
	X	X	X
LOCALISATION	Parcelle nord (voir cartographie).		

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :

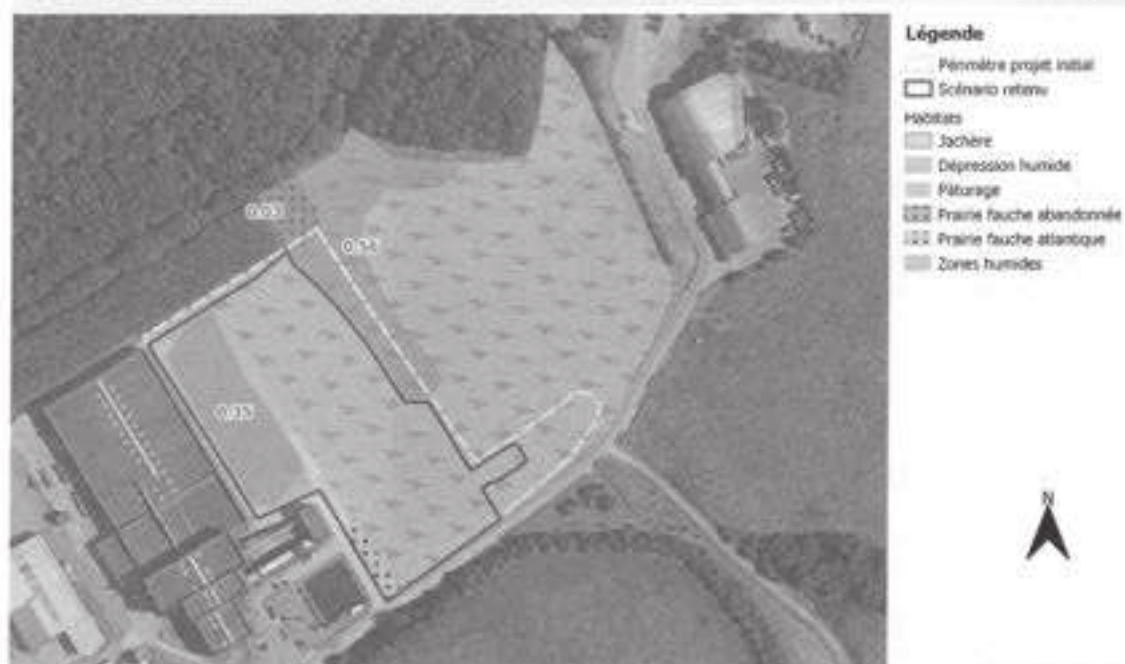
Sur la parcelle Nord :- Réduction de l'impact sur les **zones humides** avec évitement total de la zone humide de 5 600 m² est, complété d'un recul d'un mètre de la plateforme à la zone humide ;
- Réduction de l'impact sur l'espace de **pâturage**

Ainsi l'impact sur les zones humides ne portera plus que sur la zone humide artificielle de la parcelle nord d'une surface de 3 500 m².

	Surface impactée (m ²) Périmètre projet initial	Surface impactée (m ²) Scénario retenu	Diminution de la surface impactée (%)
Zone humide	5 050	3 500	44%
Pâturage	16 015	12 333	30%

Une vigilance particulière sera appliquée au suivi en phase chantier afin de permettre la préservation des espaces à enjeux qui sont situés en dehors du périmètre projet.

Emprise du projet initial et scénario retenu



MR02	Balisage et mise en défens des habitats d'espèces lors de la phase chantier.		
OBJECTIFS	Prévenir la destruction des habitats d'espèces		
GROUPES BIOLOGIQUES CIBLES	Toutes espèces.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
	X	X	
LOCALISATION	Parcelle nord et parcelle sud, voir cartes ci-dessous.		

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :

Le balisage des mises en défens des habitats d'espèces seront réalisés avant le démarrage de la phase travaux sous la supervision de l'écologue (cf MA 01).

Les éléments non impactés et mis en défens en phase chantier seront préservés tout au long de l'exploitation du projet. Les manœuvres d'engins seront interdites au niveau des habitats mis en défens. Un suivi du respect de cette mesure sera réalisé et assuré par le responsable environnement de la maîtrise d'œuvre du projet.

La mise en défens sera effectuée au moyen d'une clôture type piquet de châtaignier – fil acier ou équivalent préalablement aux travaux ou par la mise en place de la clôture définitive du site, en première phase de travaux, en accompagnement des travaux de terrassement. La période travaux est cadrée par la mesure MR4. Un bornage sera réalisé au préalable pour assurer une correcte disposition des clôtures.

Une vigilance particulière sera appliquée au suivi en phase chantier afin d'assurer un correct positionnement des mises en défens, leur bon état et un suivi de leur respect pendant le chantier.

L'ensemble des entreprises et leurs ouvriers travaillant sur le chantier devront être informés et sensibilisés à cette mesure : Un point dédié en réunion de chantier sera organisé pour cette mesure.

Parcelle nord : L'emprise travaux est plus importante que l'emprise du projet en phase d'exploitation car une zone s'ajoute au sud-est de l'emprise initiale : la zone de stockage chantier.

Emprise des travaux et mise en défens



Légende

- Aire d'étude
- Emprise travaux
- Mise en défens



Parcelle Sud : Le projet sera bordé d'office par une clôture. Il n'est donc pas nécessaire d'implanter des barrières de mise en défens qui ferait double emploi. Néanmoins, la construction d'un merlon paysager à

proximité directe de la haie au sud, l'intérieur du périmètre projet, nécessite une mise en défens supplémentaire. En complément en phase chantier, une protection par la pose de barrière amphibien est proposée en périphérie sur les zones attenantes aux habitats susceptibles d'être utilisés par les amphibiens, notamment les points d'eau (Cf. mesure suivante MR3).

Localisation de la mise en défens



MR03	Pose de barrières anti-intrusion à proximité de zones de reproduction des amphibiens.		
OBJECTIFS	Réduire le risque de destruction d'individu d'amphibien en phase chantier.		
GROUPES BIOLOGIQUES CIBLES	Amphibiens.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
	X	X	
LOCALISATION	Au nord et à l'ouest de la parcelle sud, à proximité des mares, où se trouve une densité importante d'amphibiens.		
<u>MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :</u>			
Des dispositifs de bâche anti-intrusion seront mises en place en début de chantier. Ces bâches lisses de 50 cm de haut ou tout autre dispositif permettant d'empêcher l'entrée d'individus de petite faune au sein de l'emprise chantier seront positionnées entre le chantier et l'habitat de reproduction des amphibiens. L'objectif est de limiter l'intrusion d'amphibiens sur l'emprise travaux. Basé sur le principe d'anti-retour, les barrières seront installées avec un degré d'inclinaison d'environ 35° par rapport au sol. Ainsi, les amphibiens pourront sortir par la pente de la zone projet et ne pourront pas y revenir.			



En orange : limite des
barrières anti-intrusion

MR04	Respect des périodes de reproduction et de nidification des espèces pour la réalisation des travaux impactants.		
OBJECTIFS	Limitier les impacts sur les individus d'espèces protégées en période de dépendance à leur habitat.		
GROUPES BIOLOGIQUES CIBLES	Toutes espèces.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
		X	
LOCALISATION	Parcelle nord.		

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :

Les travaux les plus impactants sur les habitats d'espèces protégées (suppression de la végétation) seront réalisés en dehors de la période de sensibilité des espèces soit de septembre à février). Tout début ou reprise de travaux après une longue interruption en période orange ou rouge dans le tableau ci-dessous ne pourra se faire qu'après avis d'écologue.

Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Reptiles												
Avifaune nicheuse												
Mammifères terrestres												



Periode de début de travaux conseillée, tous travaux possibles sans risque majeur

Periode de début de travaux à éviter, poursuivre des travaux possible sans risque majeur

Periode de début de travaux à proscrire, poursuivre des travaux envisageable sous réserve de l'avis d'un expert écologue

MR05	Optimisation de la gestion des matériaux.		
OBJECTIFS	Valoriser les matériaux de chantier et limiter le trafic lié au transport de la matière excédentaire durant les travaux.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Espèces végétales.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
		X	
LOCALISATION	Ensemble du périmètre projet.		
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :			
<p>Les matériaux de type déblais issus de l'extension de l'éco-pôle au sein de la parcelle sud seront directement revalorisés sur le site par la création notamment des merlons paysagers. Une partie des déblais servira à réaménager les casiers actuellement en cours d'exploitation et de remblais sur la parcelle nord qui est déficitaire en matériaux. Cette procédure permet un bilan neutre en termes de gestion des matériaux sur le site.</p> <p>Un tableau de suivi de la gestion des matériaux et déblais pourra être mis en œuvre avec des informations telles que : la date, le volume, la description, etc., des matériaux transportés. Dans tous les cas, tout remblai en zone humide hors périmètre travaux est proscrit, et le risque limité par la mise en défens de la parcelle nord (cf. MR2).</p>			

MR06	Dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux et/ou limitant leur installation.		
OBJECTIFS	Limitier l'attractivité du site en phase travaux et éviter le développement d'espèces exotiques envahissantes végétales sur les sites remaniés.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Toutes espèces		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
	X	X	
LOCALISATION	Emprise du projet		

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :

Afin de limiter l'attractivité des zones en attente d'exploitation, celles-ci seront semées avec un mélange prairial agricole classique. Cette végétation permettra d'empêcher l'installation d'espèces exotiques envahissantes et de maîtriser la végétation qui s'y développera. La végétation sera gérée annuellement en dehors des périodes de reproduction par une à deux fauches. Malgré l'installation d'un dispositif visant à éviter la colonisation du site par les amphibiens, toute ornière créée devra être rebouchée. Toute création de dépression humide devra également être évitée.

Localisation de dispositif limitant l'installation d'espèces



Légende

-  Zone d'attente d'origine
-  Autre construction par le client



MR07	Dispositif de limitation des nuisances envers la faune.		
OBJECTIFS	Réduire l'impact de l'éclairage sur la faune en phase chantier.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Chiroptères, avifaune et entomofaune.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
		X	
LOCALISATION	Plateforme de la parcelle nord.		

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE : Durant la phase d'exploitation hivernale, des éclairages seront nécessaires pour l'accueil des camions qui arriveront quand la luminosité sera plus faible. Tous les groupes faunistiques, que ce soit l'avifaune, les chiroptères ou l'entomofaune, peuvent être concernés par des nuisances liées aux lumières. Ainsi, pour limiter les potentiels impacts sur la biodiversité, il s'agira de mettre

en place des systèmes d'éclairages non permanents fonctionnant par détection aux périodes de faible luminosité. Aussi, l'orientation des éclairages devra être orientée vers le bas en évitant d'éclairer la végétation environnante ou limiter la réverbération. Le spectre de la lumière artificielle, mesuré en nanomètres (nm), doit être le moins ample possible, et la température, mesurée en Kelvin (K), doit être inférieure à 3000. Des LED à température de couleur autour de 2000 à 2700 °K seront utilisées, ces températures induisent des couleurs jaune à orangé.

MR08	Clôture spécifique, mesures échappatoires et dispositif anti-pénétration dans les emprises.		
OBJECTIFS	Réduire l'accessibilité de la petite faune sur les secteurs défavorables et faciliter l'échappement des espèces sur les bassins		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Amphibiens.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
		X	X
LOCALISATION	Bassin de stockage des eaux.		
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE : Deux dispositifs seront mis en place pour pallier des impacts sur la faune qui coloniserait les bassins de traitement, au nord-ouest de la parcelle sud :			
<ul style="list-style-type: none">• Au niveau des bassins à lixiviats, des clôtures à petites mailles seront installées sur les pourtours en doublage des clôtures des bassins pour limiter l'intrusion de la petite faune sur une zone qui leur est défavorable.• Au niveau des bassins de récupération des eaux pluviales, des dispositifs constitués de rampes en géotextile ou grillage à maille fine seront placés tous les 10 m pour créer une solution d'échappatoire aux individus qui pourraient s'y retrouver piégés.			

MR09	Absence d'utilisation de produits phytosanitaires pour la gestion des espaces.		
OBJECTIFS	Réduire l'apport de substance chimique nocive sur les milieux naturels.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Toutes espèces.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
		X	X
LOCALISATION	Ensemble du site		
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE : Dans le cadre de la gestion et de l'entretien du site, l'utilisation de produits phytosanitaires est proscrite. La gestion des espaces enherbés du site sera réalisée par fauche annuelle tardive (qui pourra être avancée en cas de risque incendie important) et le dé-herbage éventuel sera réalisé à la main ou par moyen mécanisé.			

MC01	Déplacement du bardage accueillant l'hirondelle rustique et ajout de 12 nids artificiels.		
OBJECTIFS	Maintenir le site favorable pour la nidification de l'hirondelle rustique.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Hirondelle rustique		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
	X	X	X
LOCALISATION	Voir cartographie ci-dessous.		

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :

Le site d'accueil se situe au sud-ouest de l'entrée de l'actuel TMB. La création de bardages similaires à ceux qui étaient en place au nord-est du bâtiment sera effectuée. De plus 12 nids artificiels seront implantés afin de favoriser le retour de l'espèce.

La dépose du bardage existant sera réalisée en dehors de la période de présence de l'espèce et un bardage équivalent en termes de matériaux et orientation sera reconstruit avant le retour des individus (octobre-mars). Implantation de 12 nids artificiels de type Schwegler n°10 en veillant à respecter un espace libre d'au moins 30 cm au-dessus des nids ainsi qu'un espacement de 40 cm les uns aux autres.

La localisation des aménagements compensatoires à moins de 50 m de leur lieu d'origine permettra l'accueil des couples déjà nicheurs sur site. De plus l'ajout de nids complémentaires viendra aider à renforcer la population.



Légende
 □ Zone d'accueil
 ● Nids d'hirondelles
 ■■■■ Nid à nid bardage



MC02	Élaboration et mise en œuvre d'actions en faveur de la Littorelle à une fleur sur les étangs de Branguily.		
OBJECTIFS	Re-crée des milieux favorables à la littorelle à une fleur.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Littorelle à une fleur		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
	X	X	X
LOCALISATION	Étangs de Branguily.		

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :

Les actions à réaliser en faveur de l'espèce seront définies en respectant la démarche des plans de gestion, c'est-à-dire en réalisant un premier diagnostic simplifié de l'état des populations, puis en regard de

l'enjeu de restauration/conservation des populations, en définissant des objectifs opérationnels et des actions ciblées. Les actions qui seront définies devront être proportionnées aux besoins compensatoires qui sont limités (environ 30 m²). Elles pourront viser des réouvertures de végétations pour permettre à l'espèce de se développer, à supprimer des dégradations l'affectant, à réaliser des étrépages pour permettre la colonisation de nouveaux espaces...

La première étape de diagnostic visant l'espèce sera réalisée en été/automne afin de profiter de l'exondation. Il conviendra de prêter attention à ce que les actions respectent l'ensemble des autres enjeux du site, par exemple ceux relatifs à la gestion des niveaux d'eau et/ou à la conservation des espèces et habitats en présence.

Calendrier de mise en œuvre : Les actions seront cadrées et définies sous 6 mois à partir du premier été après obtention de l'arrêté préfectoral de dérogation, puis mises en œuvre sous 2 ans ou avant impact.

MC03	Restauration d'une zone humide par suppression d'un plan d'eau.		
OBJECTIFS	Compenser la perte de fonctionnalité d'une zone humide et re-crée des habitats favorables aux amphibiens.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Espèces associées aux plans d'eau et aux zones humides		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
	X	X	X
LOCALISATION	Parcelle cadastrale OB0075 (commune de GUELTAS)		

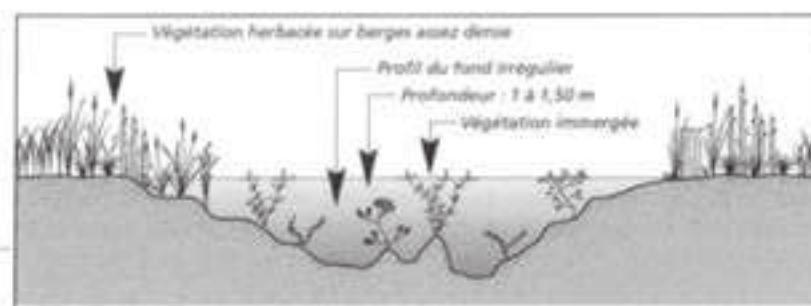
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :

La parcelle concernée par le projet de restauration est la parcelle OB0075 d'une contenance de 3,679 ha. Le projet ne comprend pas que la zone en eau, d'une contenance de 0,776 ha.

La mesure compensatoire consiste à supprimer le plan d'eau situé sur la parcelle cadastrale OB0075 par la suppression de la buse de sortie, une ouverture de la digue et un remodelage des berges du plan d'eau. Le plan d'eau est actuellement alimenté par l'exutoire des eaux de l'Ecopôle, des eaux de ruissellement (et éventuellement les eaux de drainage des parcelles agricoles), captées et dirigées vers le plan d'eau via une buse. Le niveau d'eau dans le plan d'eau dépend de la position de la buse de sortie. Une suppression de cette buse de sortie et un remodelage des berges permettra ainsi de supprimer le plan d'eau. La zone continuera d'être alimentée par les eaux de ruissellement, des eaux de drainage et potentiellement des futures eaux de l'extension, favorisant ainsi l'installation d'une flore hygrophile.

La buse de sortie dirige actuellement les eaux du plan d'eau vers un fossé qui longe le chemin carrossable. Afin d'éviter le départ de matière en suspension lors de la vidange du plan d'eau, il sera nécessaire de prévoir l'installation de filtre (filtre minéral). De plus, la vidange sera réalisée lentement, sans à-coup hydraulique. En cas de présence d'espèces indésirables, non autochtones et invasives, les individus seront récupérés et éliminés (poisson chats par exemple). Les autres poissons seront récupérés à l'aide d'un matériel adapté (type filet) et remis à l'eau dans des sites situés à proximité. En cas de présence d'amphibiens lors de la vidange du plan d'eau, les individus seront récupérés et déplacés dans des habitats similaires et situés à proximité (par exemple les plans d'eau situés de l'autre côté du chemin). Le remodelage nécessitera au préalable une intervention sur la végétation (déboursoillage, recépage et coupe sélective des peupliers pour le passage des engins).

Deux mares d'une superficie respective de 110 et 100 m² sont créées pour les amphibiens selon le schéma type suivant.



Exemple de profil de profondeur pour une mare favorable aux amphibiens

Calendrier : La mise en place de cette mesure devra débuter avant la phase d'impact sur les zones humides et tenir compte des enjeux écologiques sur le site, à savoir en dehors des périodes de reproduction des amphibiens et des oiseaux (en lien avec le traitement de la végétation). La période la plus favorable est donc entre septembre et janvier. La vidange ne pourra pas être réalisée non plus en période de fortes précipitations, ni après le 1er novembre, l'exutoire étant un ruisseau de catégorie 1 (article 17 de l'arrêté du 09/06/2021).

MCZH1 - suppression du plan d'eau

Emploi de Guéret
(étude d'impact)



Légende

- Zone humide restaurée
- Reseaux hydrauliques :
 - Fossés busés
 - Fossés
- Mesures compensatoires
 - ☀ Suppression de la buse
 - ▨ Remodelage des berges

V. Chaperon - Service Concerté Espaces - SD
Réalisation : Bureau d'études DDA/DA - 2021
Source : IGN/BDP/DA - 2020/2021 - Réactualisation partielle

0 40 80 m



Entretien : La future gestion de la zone humide est prévue par fauche dans la mesure du possible. La gestion sera dépendante du fonctionnement de la zone et notamment de son niveau d'engorgement à terme et de sa portance. **Un plan de gestion sera transmis à la DDTM pour validation.**

MA01	Accompagnement du chantier par un écologue coordinateur environnement		
OBJECTIFS	L'objectif de cette mesure est de veiller à la bonne mise en œuvre des mesures de la séquence ERCA, des mesures de suivis et de proposer des mesures complémentaires en fonction de l'évolution des enjeux durant l'ensemble de la phase d'exploitation de l'installation et de sa remise en état.		
GROUPES BIOLOGIQUES CIBLES	Toutes espèces.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
	X	X	
LOCALISATION	Ensemble du site.		
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE	Afin de s'assurer que l'ensemble des enjeux écologiques ont bien été pris en compte, les travaux des différentes phases de l'opération seront accompagnés par un écologue qui assurera le rôle d'expert et de coordinateur environnement. Ce		






	<p>demier sera présent au moment des réunions de lancement chantier, afin de présenter aux équipes travaux les enjeux sur le site et les mesures associées.</p> <p>Expertises Afin d'éviter une destruction de reptiles éventuellement présents, un ou plusieurs passages seront réalisés en amont des chantiers par un naturaliste expert afin de repérer la présence d'individus et d'organiser leur sauvetage vers des habitats équivalents à proximité en dehors du périmètre projet. En complément, il s'assurera du respect des engagements relatifs aux espèces protégées par toute proposition de mesure complémentaire pertinente.</p> <p>Coordination Afin de suivre au plus près la bonne mise en œuvre des mesures, un programme de suivi sera mis au point en coordination avec la maîtrise d'ouvrage. Ce suivi permettra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour le maître d'ouvrage, d'avoir une visualisation rapide de la qualité de la prise en compte des écosystèmes par les entreprises, de voir rapidement les problèmes relevés et de s'assurer du respect de ses engagements environnementaux. • Pour les entreprises, de visualiser rapidement les enjeux relatifs à la biodiversité et permet de mettre en œuvre un ensemble de procédures qualités en matière de prise en compte des écosystèmes. <p>Ce programme inclura les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Définition des points d'audits et de contrôle, du registre de suivi, • Définition des critères d'évaluation et de conformité, • Définition de l'organisation et des procédures d'audits et contrôles, • Mise en place des outils et matériels de préservation des milieux sur site. <p>A minima deux audits inopinés seront réalisés au cours de chaque chantier afin de s'assurer de la bonne préservation des espaces mis en défens présentés aux mesures d'atténuation. Un rapport final viendra conclure cet accompagnement, synthétisant l'ensemble des observations, conformités ou non conformités et mesures correctives éventuellement réalisées.</p>
--	---

MA02	Action expérimentale de renforcement de population ou de transplantation d'individus/translocation manuelle ou mécanique.		
OBJECTIFS	L'objectif de la mesure est de pérenniser les stations de Littorelle à une fleur au sein du site.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Littorelle à une fleur.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
	X	X	X
LOCALISATION	Bassin d'eaux de drainage (sud-est du site).		
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE			
Les plants seront prélevés par plaque de 50 cm x 50 cm de large et sur une profondeur de 20 cm.			
Le transport s'effectuera de la zone humide de la parcelle nord vers le bassin des eaux de drainage à l'extrême sud-est du site, en amont de la phase travaux.			
Des surfaces de plaque équivalente seront retirées et remplacées par celles abritant les plants. Elles seront implantées en période de basses eaux afin de les planter au sein d'un espace exondé permettant ensuite une inondation en période hivernale.			
La Littorelle est une espèce vivace qui supporte la concurrence végétale et présente un développement par rhizomes et des tiges radicales qui lui permettront de s'étendre.			
Complémentairement à cette mesure, le suivi de la bonne implantation et résilience des plants au déplacement dans leur nouvel espace de vie, sera assuré par un écologue.			

MA03	Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet.		
OBJECTIFS	Favoriser l'accueil de la biodiversité au sein du site.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Toutes espèces.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
			X
LOCALISATION	Ensemble du site.		
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :			
<p>Les espaces enherbés du site dans son entièreté seront gérés de manière extensive soit au travers de deux ou trois passages de fauche aux mois de mars puis juillet éventuellement complété d'un passage en septembre/octobre, soit par le maintien ou la mise en pâture extensive de ces espaces. De même, le curage des bassins de gestion des eaux pluviales, devra se faire en dehors de la période de reproduction des amphibiens (Septembre-Février) qui pourraient les avoir colonisés.</p> <p>Les végétations arbustives et arborées abritant un cortège d'espèces seront conservées, et leur entretien sera limité.</p> <p>Concernant les merlons paysagers, les essences utilisées respecteront le cortège d'espèces locales. Cela tendra à favoriser et renforcer la végétation locale indigène.</p> <p>Coordination : Cette mesure sera effective dès le démarrage de la phase travaux. Elle concerne l'ensemble des espaces herbacés au sein des parcelles nord et sud ainsi que les haies conservées à l'est de la parcelle sud. L'Ecologue en charge d'assurer l'accompagnement durant la phase travaux (MA1) se fera observateur de la mise en place ou du maintien de ces bonnes pratiques.</p>			
MA04	Aménagements paysagers d'accompagnement du projet dans les emprises.		
OBJECTIFS	Favoriser l'accueil de la biodiversité sur le site.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Toutes espèces.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
		X	X
LOCALISATION	Voir cartographie ci-dessous.		
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :			
<p>Le projet d'aménagement paysager, intègre dans son élaboration, une dimension aussi bien sociale, en limitant les gênes visuelles occasionnées par le projet, qu'une dimension écologique par le choix des essences végétales locales et la structure donnée aux implantations des haies et merlons. En effet, en tenant compte du contexte écologique local, les aménagements paysagers recréeront des habitats favorables aux espèces en présence. Les plants devront être labellisés « Végétal local » région Massif armoricain.</p> <p>Pour se faire, le projet paysager devra se voir attribuer un budget fixé aussi bien pour la période travaux que pour la période d'entretien sur les trois années suivantes. Aussi, cette mesure implique le remplacement des végétaux morts et la définition d'un plan de gestion sur les 10 prochaines années.</p> <p>Coordination : Cette mesure doit être considérée au préalable de la période de travaux. Elle doit faire l'objet de suivis annuels. Notamment, une évaluation du taux de reprise des végétaux devra être réalisée à 1, 3 et 5 ans après leur implantation.</p>			



Légende

-  Casier stockage
-  Voie d'accès
- Aménagements paysagers
 -  Bosquet
 -  Haie paysagère
 -  Merlon paysager



© Copyright : Bureau d'études ingénierie - BE
Régulation - Bureau d'études OSH/MS - Jan. 2023
Sources : Google Maps, © Drone Météo - Reproduction interdite



Surfaces concernées : Bosquet : 394 m², haie : 1 781 m² et merlon 16 995 m².

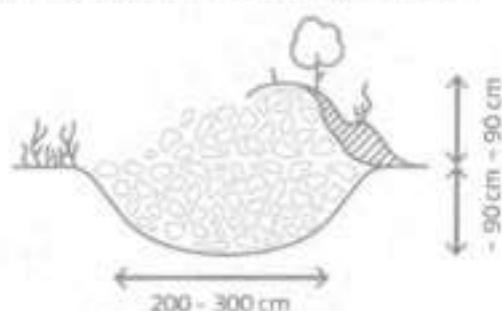
MA05	Mise en place d'hibernaculums en faveur des reptiles et des amphibiens.		
OBJECTIFS	Renforcer les habitats favorables aux reptiles et amphibiens.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES PAR LA MESURE	Reptiles et amphibiens.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
		X	X
LOCALISATION	Nord du projet		

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :

2 hibernaculums seront créés en parallèle du chantier du projet à l'extérieur de la clôture afin de profiter des matériaux du site. Ils seront localisés dans la partie nord, le long des lisières exposées sud. Ils seront constitués de matière végétale et de cailloux disposés afin de créer des interstices. La base sera composée de tas de cailloux (ou de gravats très grossiers) afin de créer des secteurs thermophiles avec de nombreux interstices. Leur localisation précise sera définie par l'écologue lors de leur implantation.

HIBERNACULUM

Une dépression de 80 à 100 cm de profondeur est creusée et garnie de graviers et de sable pour un bon drainage. Des pierres sont ensuite déposées dans la dépression. Le côté exposé aux vents dominants est recouvert de terre.



Légende

- Zone projet
- Zone élagage
- Crapaud épineux
- Grenouille agile
- Grenouille naine
- Salamandre tachetée
- Triton palmé



0 100 200 m

Figure 96. Localisation des hibernaculum au regard des contacts amphibiens

MA06	Maintien de la continuité hydraulique des parcelles.		
OBJECTIFS	Maintenir la continuité hydraulique sur le site.		
GROUPES BIOLOGIQUES CIBLES	Toutes espèces.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
		X	
LOCALISATION	Voirie reliant les parcelles nord et sud du site.		
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :			
Sur la parcelle Sud, un ouvrage de type buse Ø60 cm sera installé sous voirie pour permettre l'écoulement des eaux et conserver la continuité hydraulique vers l'aval :			

Localisation de l'ouvrage sous voirie Parcelle sud

Exemple de Quartier
Étude d'impact



MA07	Mise en place d'un rejet d'eau pluviale diffus pour alimenter les zones humides.		
OBJECTIFS	Recréer des habitats humides favorable pour accueillir la végétation à glycérie.		
GROUPES BIOLOGIQUES CIBLES PAR LA MESURE	Habitats des milieux humides.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
			X
LOCALISATION	Sortie des bassins de gestion des eaux pluviales du pôle stockage.		

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :

Un écoulement diffus en direction de la zone humide au nord de la parcelle sud et du site de compensation zone humide (voir MC3) sera mis en place en sortie des bassins de gestion des Eaux Pluviales du pôle stockage. Cet écoulement permettra d'alimenter les zones humides et, éventuellement, d'améliorer l'engorgement temporaire du sol et donc les fonctions qui y sont associées.

Le rejet s'effectuera dans un fossé en terre à fond plat équipé d'un système de débordement à cote fixe qui alimentera la zone humide sur toute sa largeur.

Ce système permettra de favoriser :

- L'infiltration au niveau du fossé ;
- Une alimentation diffuse sur la largeur de la zone humide côté projet.

Les modalités de ce rejet seront précisées

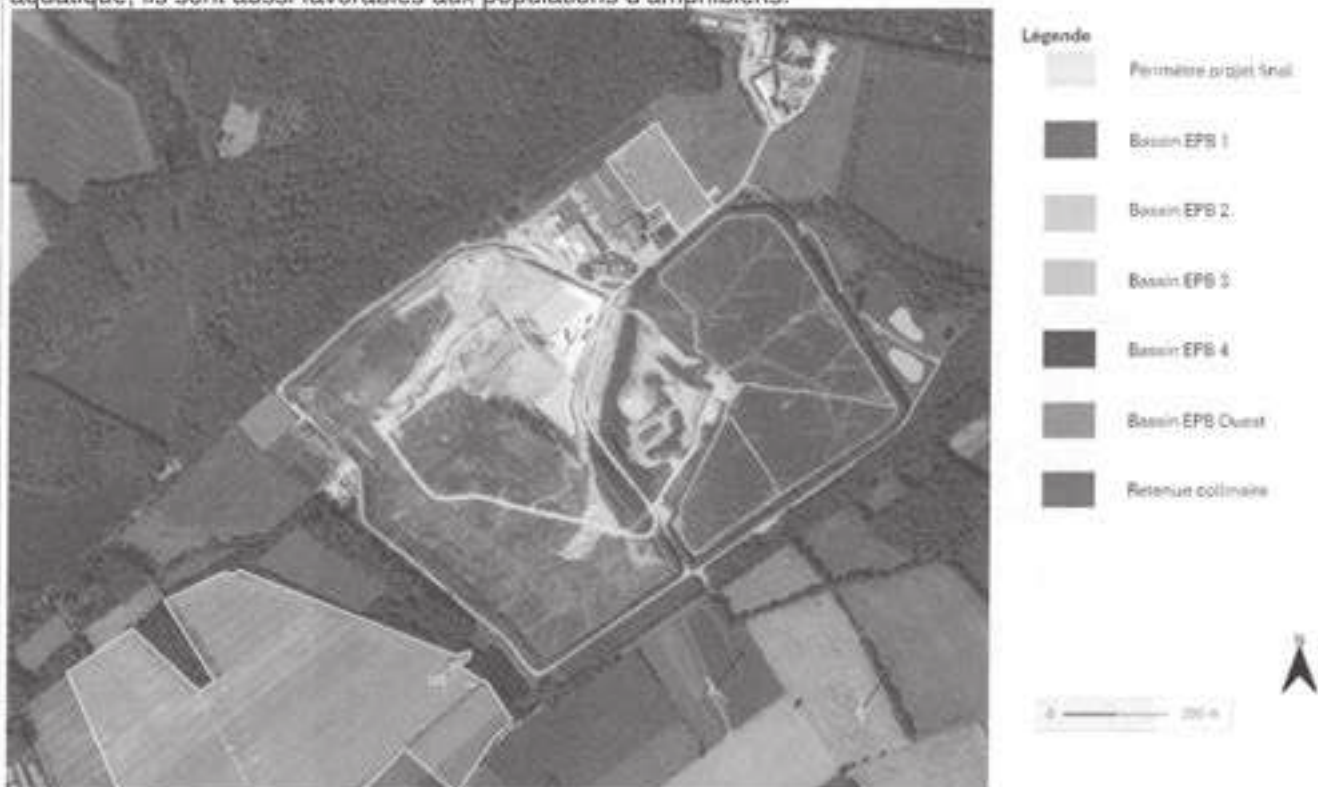


Figure 1: localisation des deux zones humides dont celle au nord de la parcelle « sud » à alimenter par le rejet d'eau pluviale

MA08	Implantation de 5 unités de radeaux végétalisés flottants en points d'eau permanents.		
OBJECTIFS	Création de nouveaux habitats pour les Odonates.		
GROUPES BIOLOGIQUES CIBLES PAR LA MESURE	Odonates (Agrion joli).		
AUTRES GROUPES BÉNÉFICIAIRE DE LA MESURE	Toutes espèces.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
	X	X	X
LOCALISATION	Bassin EPB1, retenue collinaire ou tout autre bassin adapté (voir cartographie ci-dessous).		

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :

La suppression de l'habitat de chasse et de transit de l'Agrion joli au nord-est du bâtiment TMB va impacter les populations du site. La création d'un espace équivalent au sein ou à proximité directe du site est donc à réaliser. Des radeaux végétalisés devront être implantés sur le bassin existant EPB1, la retenue collinaire ou tout autre bassin adapté. 5 unités de 12m² chacun (5m*2.4m) seront mis en place sur cette espace. Les radeaux permettront de végétaliser des secteurs en eau qui en sont dépourvus originellement, ce qui représente un gain écologique considérable. De plus, au-delà d'être favorable aux espèces d'insectes inféodées au milieu aquatique, ils sont aussi favorables aux populations d'amphibiens.



Cette mesure sera réalisée avant le démarrage des travaux.

MS01	Suivi des nids d'hirondelle rustique.		
OBJECTIFS	S'assurer de la colonisation de ces nouveaux lieux de nidification par l'hirondelle rustique.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Hirondelle rustique.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
		x	x
LOCALISATION	Bâtiment		
Modalité de suivi : un passage annuel par année de suivi en juin.			
Fréquence : N+1, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30.			
Indicateur d'équivalence : à N+3 après installation : présence en statut de nidification certaine d'au moins 6 couples d'hirondelle rustique.			
Le suivi devra distinguer la nidification dans les nids artificiels de la nidification dans des nids naturels reconstruits.			

MS02	Suivi des populations d'odonates.		
OBJECTIFS	S'assurer de la colonisation du site par l'agrion joli.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Agrion joli et autres odonates.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
		x	X
LOCALISATION	Bassin EPB1, retenue collinaire ou tout autre bassin adapté (voir MA08).		
Modalité de suivi : Deux passages annuels par année de suivi en avril puis mai.			
Fréquence : N+1, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30.			
Indicateur d'équivalence : à N+3 après installation : présence de l'agrion joli et d'un cortège d'odonates.			

MS03	Suivi de l'implantation des plants de littorelle déplacés et des actions en sa faveur sur les étangs de Brangully		
OBJECTIFS	S'assurer du maintien des plants suite à leur implantation dans un nouveau site favorable à leur développement.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Littorelle à une fleur.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
		x	X
LOCALISATION	Sites compensatoires.		
Modalité de suivi : Un passage annuel par année de suivi.			
Fréquence : N+1, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30.			
Indicateur d'équivalence : à N+3 après installation : présence d'un même nombre de plants qu'initialement implantés.			

MS04	Suivi écologique des zones humides.		
OBJECTIFS	S'assurer de l'atteinte des objectifs de restauration, de l'absence d'impact indirect sur la zone humide évitée sur la partie nord et de l'absence d'impact indirect sur la zone humide au nord du projet de stockage.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Espèces inféodées aux zones humides.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
		X	X
LOCALISATION	Site de compensation, zone humide évitée de la zone nord et zone humide au nord de l'emprise projet stockage.		
Modalité de suivi : Un passage au printemps par année de suivi. Le suivi de la végétation et des habitats doit permettre de s'assurer d'une colonisation de la zone humide restaurée par des espèces hygrophiles et s'assurer de l'absence de plantes exotiques invasives.			
<ul style="list-style-type: none">• Réalisation d'un suivi à la fin du printemps sur 4 quadrats au sein de la zone restaurée• Description des espèces présentes et d'indice de recouvrement,• Évaluation de l'évolution des végétations présentes.• Inventaire et cartographie des habitats			

Les prospections réalisées devront permettre de vérifier l'absence d'impact indirect du projet sur les zones humides évitées ou proches. Une comparaison avec les données de l'état initial sera donc réalisée.

Fréquence : N+1, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30.

Indicateur d'équivalence : à N+10 : constat de zone humide en bon état de conservation et remplissant son rôle fonctionnel.

MS05	Suivi pédologique des zones humides		
OBJECTIFS	S'assurer de l'atteinte des objectifs de restauration, de l'absence d'impact indirect sur la zone humide évitée sur la partie nord et de l'absence d'impact indirect sur la zone humide au nord du projet de stockage.		
GROUPE BIOLOGIQUES CIBLES	Espèces inféodées aux zones humides.		
PHASAGE	avant-travaux	phase travaux	phase exploitation
			X
LOCALISATION	Site de compensation, zone humide évitée de la zone nord et zone humide au nord de l'emprise projet stockage.		
<p>Modalité de suivi : Un passage hivernal par année de suivi. Le suivi doit permettre d'analyser le sol et le fonctionnement hydraulique du site</p> <ul style="list-style-type: none">• Engorgement des sols (présence ou non de la nappe)• Profondeur d'apparition des traces d'hydromorphie (identification des classes GEPPA)• Texture du sol <p>Plusieurs sondages pédologiques doivent donc être réalisés au sein du site de compensation pour vérifier la présence de zone humide, délimiter la zone humide et évaluer sa surface.</p> <p>Les sondages réalisés devront également permettre de vérifier l'absence d'impact indirect du projet sur les zones humides évitées ou proches. Une comparaison avec les résultats d'inventaire pour l'état initial sera donc réalisée.</p> <p>Fréquence : N+1, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30.</p> <p>Indicateur d'équivalence : à N+10, constat de zone humide en bon état de conservation et remplissant son rôle fonctionnel.</p>			

ANNEXE 3 à l'arrêté préfectoral du

Dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement

Liste des déchets admis en ISDND

Désignation (sont exclus de cette dénomination, les déchets dangereux définis par le décret n°2002-540 du 18 avril 2002).	Codes
Déchets provenant de l'exploration et de l'exploitation des mines et des carrières ainsi que du traitement physique et chimique des minéraux	01
Déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 03 07	01 03 08
Déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères	01 04 08 - 01 04 10 - 01 04 11 01 04 12 - 01 04 13 - 01 04 99
Boues de forage et autres déchets de forage	01 05 04 - 01 05 07 - 01 05 08 - 01 05 99
Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche ainsi que de la préparation et de la transformation des aliments.	02
Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche	02 01 01 - 02 01 03 - 02 01 04 - 02 01 07 02 01 99
Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale	02 02 01 - 02 02 04 - 02 02 99
Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses	02 03 01 - 02 03 04 - 02 03 05 - 02 03 99
Déchets de la transformation du sucre	02 04 02 - 02 04 03 - 02 04 99
Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers	02 05 02 - 02 05 99
Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie	02 06 03 - 02 06 99
Déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao)	02 07 01 - 02 07 02 - 02 07 03 - 02 07 05 - 02 07 99
Déchets provenant de la transformation du bois et de la production de panneaux et de meubles, de pâte à papier, de papier et de carton	03
Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles	03 01 01 - 03 01 99
Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier	03 03 05 - 03 03 07 - 03 03 08 03 03 09 - 03 03 10 - 03 03 11 - 03 03 99
Déchets provenant des industries du cuir, de la fourrure et du textile	04
Déchets provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure	04 01 06 - 04 01 07 - 04 01 08 - 04 01 09 04 01 99
Déchets de l'industrie textile	04 02 09 - 04 02 15 - 04 02 17 04 02 20 - 04 02 99
Déchets provenant du raffinage du pétrole, de la purification du gaz naturel et du traitement pyrolytique du charbon :	05
Déchets provenant du raffinage du pétrole	05 01 10 - 05 01 13 - 05 01 14 - 05 01 99
Déchets provenant du traitement pyrolytique du charbon	05 06 04 - 05 06 99
Déchets des procédés de la chimie minérale	06
Déchets provenant de la FFDU de sels et leurs solutions et d'oxydes métalliques	06 03 14 - 06 03 16 - 06 03 99
Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 06 05 02	06 05 03
Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant du soufre, de la chimie du soufre et des procédés de désulfuration	06 06 03 - 06 06 99
Déchets provenant de la FFDU des produits chimiques contenant du phosphore et de la chimie du phosphore	06 09 02 - 06 09 04 - 06 09 99
Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant de l'azote, de la	06 10 99

Désignation (sont exclus de cette dénomination, les déchets dangereux définis par le décret n°2002-540 du 18 avril 2002).	Codes
chimie de l'azote et de la production d'engrais	
Déchets provenant de la fabrication des pigments inorganiques et des opacifiant	06 11 01 - 06 11 99
Déchets non spécifiés ailleurs	06 13 99
Déchets des procédés de la chimie organique	07
Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base	07 01 12 - 07 01 99
Déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques	07 02 12 - 07 02 15 - 07 02 17 07 02 99
Déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11)	07 03 12 - 07 03 99
Déchets provenant de la FFDU de produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides	07 04 12 - 07 04 99
Déchets provenant de la FFDU de produits pharmaceutiques	07 05 12 - 07 05 14 - 07 05 99
Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques	07 06 12 - 07 06 99
Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs	07 07 12 - 07 07 99
Déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation (FFDU) de produits de revêtement (peintures, vernis et émaux vitrifiés), mastics et encres d'impression	08
Déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis	08 01 12 - 08 01 14 - 08 01 16 - 08 01 18 - 08 01 99
Déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris des matériaux céramiques)	08 02 01 - 08 02 02 - 08 02 99
Déchets provenant de la FFDU d'encres d'impression	08 03 07 - 08 03 13 - 08 03 15 - 08 03 99
Déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité)	08 04 10 - 08 04 12 - 08 04 14 - 08 04 99
Déchets provenant de l'industrie photographique	09
Déchets de l'industrie photographique	09 01 10 - 09 01 12 - 09 01 99
Déchets provenant de procédés thermiques	10
Déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19)	10 01 01 - 10 01 02 - 10 01 03 - 10 01 05 10 01 07 - 10 01 15 - 10 01 17 - 10 01 19 10 01 21 - 10 01 23 - 10 01 24 - 10 01 25 10 01 26 - 10 01 99
Déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier	10 02 01 - 10 02 02 - 10 02 08 - 10 02 10 10 02 12 - 10 02 14 - 10 02 15 - 10 02 99
Déchets de la pyrométallurgie de l'aluminium	10 03 02 - 10 03 05 - 10 03 16 - 10 03 18 10 03 20 - 10 03 22 - 10 03 24 - 10 03 26 10 03 28 - 10 03 30 - 10 03 99
Déchets provenant de la pyrométallurgie du plomb	10 04 10 - 10 04 99
Déchets provenant de la pyrométallurgie du zinc	10 05 01 - 10 05 04 - 10 05 99
Déchets provenant de la pyrométallurgie du cuivre	10 06 01 - 10 06 02 - 10 06 04 - 10 06 10 10 06 99
Déchets provenant de la pyrométallurgie de l'argent, de l'or et du platine	10 07 01 - 10 07 02 - 10 07 03 - 10 07 04 10 07 05 - 10 07 08 - 10 07 99
Déchets provenant de la pyrométallurgie d'autres métaux non ferreux	10 08 04 - 10 08 09 - 10 08 13 - 10 08 1410 08 16 - 10 08 18 - 10 08 20 10 08 99
Déchets de fonderie de métaux ferreux	10 09 03 - 10 09 06 - 10 09 08 - 10 09 10 10 09 12 - 10 09 14 - 10 09 99
Déchets de fonderie de métaux non ferreux	10 10 03 - 10 10 06 - 10 10 08 - 10 10 10 10 10 14 - 10 10 99
Déchets provenant de la fabrication du verre et des produits verriers	10 11 03 - 10 11 05 - 10 11 10 - 10 11 12 10 11 14 - 10 11 16 - 10 11 18 - 10 11 20

Désignation (sont exclus de cette dénomination, les déchets dangereux définis par le décret n°2002-540 du 18 avril 2002).	Codes
	10 11 99
Déchets provenant de la fabrication des produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction	10 12 01 - 10 12 03 - 10 12 05 - 10 12 06 10 12 08 - 10 12 10 - 10 12 12 - 10 12 13 10 12 99
Déchets provenant de la fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés	10 13 04 - 10 13 06 - 10 13 07 - 10 13 10 10 13 11 - 10 13 13 - 10 13 14 - 10 13 99
Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux, et de l'hydrométallurgie des métaux non ferreux :	11
Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation)	11 01 10 - 11 01 99
Déchets provenant des procédés hydrométallurgiques des métaux non ferreux	11 02 03 - 11 02 06 - 11 02 99
Déchets provenant de la galvanisation à chaud	11 05 01 - 11 05 02 - 11 05 99
Déchets provenant de la mise en forme du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques	12
Déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques	12 01 01 - 12 01 02 - 12 01 03 - 12 01 04 - 12 01 05 - 12 01 13 - 12 01 15 - 12 01 17 - 12 01 21 - 12 01 99
Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs	15
Emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)	15 01 02 - 15 01 05 - 15 01 06 - 15 01 09
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02	15 02 03
Déchets non décrits ailleurs dans la liste	16
Véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14 et sections 16 06 et 16 08)	16 01 12 - 16 01 19 - 16 01 20 - 16 01 99
Loupés de fabrication et produits non utilisés	16 03 04 - 16 03 06
Déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (sauf chapitres 05 et 13)	16 07 99
Catalyseurs usés	16 08 03 - 16 08 04
Déchets de revêtements de fours et réfractaires	16 11 02 - 16 11 04 - 16 11 06
Déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés)	17
Béton, briques, tuiles et céramiques	17 01 01 - 17 01 02 - 17 01 03 - 17 01 07
Bois, verre et matières plastiques	17 02 02 - 17 02 03
Mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01 ;	17 03 02
Terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage	17 05 04 - 17 05 06 - 17 05 08
Matériaux d'isolation et matériaux de construction autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01* et 17 06 03*	17 06 04
Matériaux d'isolation et matériaux de construction contenant de l'amiante	17 06 01* - 17 06 05*
Matériaux de construction à base de gypse	17 09 02
Autres déchets de construction et de démolition	17 09 04
Déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et/ou de la recherche associée (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux)	18

Désignation (sont exclus de cette dénomination, les déchets dangereux définis par le décret n°2002-540 du 18 avril 2002).	Codes
déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection (par exemple vêtements, plâtres, draps, vêtements jetables, langes)	18 01 04
déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection	18 02 03
Déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel	19
Déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets	19 01 12 - 19 01 14 - 19 01 16 19 01 18 - 19 01 19 - 19 01 99
Déchets provenant des traitements physico-chimiques des déchets (y compris déchromatation, décyanuration, neutralisation)	19 02 03 - 19 02 06 - 19 02 99
Déchets stabilisés/solidifiés (4)	19 03 05 - 19 03 07
Déchets vitrifiés et déchets provenant de la fabrication	19 04 01
Déchets de compostage	19 05 01 - 19 05 02 - 19 05 03 - 19 05 99
Déchets provenant du traitement anaérobie des déchets	19 06 04 - 19 06 06 - 19 06 99
Déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs	19 08 01 - 19 08 02 - 19 08 05 - 19 08 12 19 08 14 - 19 08 99
Déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel	19 09 01 - 19 09 02 - 19 09 03 - 19 09 04 19 09 05 - 19 09 06 - 19 09 99
Déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux	19 10 01 - 19 10 02 - 19 10 04 - 19 10 06
Déchets provenant de la régénération de l'huile	19 11 05 - 19 11 99
Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple : tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs	19 12 04 - 19 12 05 - 19 12 07 - 19 12 08 - 19 12 09 - 19 12 10 - 19 12 12
Déchets provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines	19 13 02 - 19 13 04 - 19 13 06
Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations) y compris les fractions collectées séparément	20
Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière)	20 02 02 - 20 02 03
Autres déchets municipaux	20 03 01 (à l'exclusion des ordures ménagères) - 20 03 02 - 20 03 03 - 20 03 06 - 20 03 07 - 20 03 99

Liste des déchets admis en centre de préparation HPCI et incinération

Code	Désignation
02	02 DÉCHETS PROVENANT DE L'AGRICULTURE, DE L'HORTICULTURE, DE L'AQUACULTURE, DE LA SYLVICULTURE, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE AINSI QUE DE LA PRÉPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS
02 01	02 01 déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche
02 01 04	02 01 04 déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages)
02 01 99	02 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 02	02 02 déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale
02 02 99	02 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 03	02 03 déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses
02 03 99	02 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 04	02 04 déchets de la transformation du sucre
02 04 99	02 04 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 05	02 05 déchets provenant de l'industrie des produits laitiers

Code	Désignation
02 05 99	02 05 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 06	02 06 déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie
02 06 99	02 06 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 07	02 07 déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao)
02 07 99	02 07 99 déchets non spécifiés ailleurs
03	03 DÉCHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS ET DE LA PRODUCTION DE PANNEAUX ET DE MEUBLES, DE PÂTE À PAPIER, DE PAPIER ET DE CARTON
03 01	03 01 déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles
03 01 05	03 01 05 sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04
03 01 99	03 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
03 02	03 02 déchets des produits de protection du bois
03 02 99	03 02 99 produits de protection du bois non spécifiés ailleurs
03 03	03 03 déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier
03 03 07	03 03 07 refus séparés mécaniquement provenant du broyage de déchets de papier et de carton
03 03 08	03 03 08 déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage
03 03 10	03 03 10 refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique
03 03 99	03 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
04	04 DÉCHETS PROVENANT DES INDUSTRIES DU CUIR, DE LA FOURRURE ET DU TEXTILE
04 01	04 01 déchets provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure
04 01 99	04 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
04 02	04 02 déchets de l'industrie textile
04 02 09	04 02 09 matériaux composites (textile imprégné, élastomère, plastomère)
04 02 10	04 02 10 matières organiques issues de produits naturels (par exemple, graisse, cire)
04 02 15	04 02 15 déchets provenant des finitions autres que ceux visés à la rubrique 04 02 14
04 02 21	04 02 21 fibres textiles non ouvrées
04 02 22	04 02 22 fibres textiles ouvrées
04 02 99	04 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
05	05 DÉCHETS PROVENANT DU RAFFINAGE DU PÉTROLE, DE LA PURIFICATION DU GAZ NATUREL ET DU TRAITEMENT PYROLYTIQUE DU CHARBON
05 01	05 01 déchets provenant du raffinage du pétrole
05 01 99	05 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
05 06	05 06 déchets provenant du traitement pyrolytique du charbon
05 06 99	05 06 99 déchets non spécifiés ailleurs
05 07	05 07 déchets provenant de la purification et du transport du gaz naturel
05 07 99	05 07 99 déchets non spécifiés ailleurs
06	06 DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE MINÉRALE
06 01	06 01 déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) d'acides
06 01 99	06 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 02	06 02 déchets provenant de la FFDU de bases
06 02 99	06 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 03	06 03 déchets provenant de la FFDU de sels et leurs solutions et d'oxydes métalliques
06 03 99	06 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 04	06 04 déchets contenant des métaux autres que ceux visés à la section 06 03
06 04 99	06 04 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 06	06 06 déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant du soufre, de la chimie du soufre et des procédés de désulfuration
06 06 99	06 06 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 07	06 07 déchets provenant de la FFDU des halogènes et de la chimie des halogènes
06 07 99	06 07 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 08	06 08 déchets provenant de la FFDU du silicium et des dérivés du silicium
06 08 99	06 08 99 déchets non spécifiés ailleurs

Code	Désignation
06 09	06 09 déchets provenant de la FFDU des produits chimiques contenant du phosphore et de la chimie du phosphore
06 09 99	06 09 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 10	06 10 déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant de l'azote, de la chimie de l'azote et de la production d'engrais
06 10 99	06 10 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 11	06 11 déchets provenant de la fabrication des pigments inorganiques et des opacifiants
06 11 99	06 11 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 13	06 13 déchets des procédés de la chimie minérale non spécifiés ailleurs
06 13 03	06 13 03 noir de carbone
06 13 99	06 13 99 déchets non spécifiés ailleurs
07	07 DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE ORGANIQUE
07 01	07 01 déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base
07 01 99	07 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
07 02	07 02 déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques
07 02 13	07 02 13 déchets plastiques
07 02 99	07 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
07 03	07 03 déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11)
07 03 99	07 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
07 04	07 04 déchets provenant de la FFDU de produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides
07 04 99	07 04 99 déchets non spécifiés ailleurs
07 05	07 05 déchets provenant de la FFDU des produits pharmaceutiques
07 05 99	07 05 99 déchets non spécifiés ailleurs
07 06	07 06 déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques
07 06 99	07 06 99 déchets non spécifiés ailleurs
07 07	07 07 déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs
07 07 99	07 07 99 déchets non spécifiés ailleurs
08	08 DÉCHETS PROVENANT DE LA FABRICATION, DE LA FORMULATION, DE LA DISTRIBUTION ET DE L'UTILISATION (FFDU) DE PRODUITS DE REVÊTEMENT (PEINTURES, VERNIS ET ÉMAUX VITRIFIÉS), MASTICS ET ENCRE D'IMPRESSION
08 01	08 01 déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis
08 01 99	08 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
08 02	08 02 déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris des matériaux céramiques)
08 02 99	08 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
08 03	08 03 déchets provenant de la FFDU d'encre d'impression
08 03 99	08 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
08 04	08 04 déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité)
08 04 10	08 04 10 déchets de colles et mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 09
08 04 99	08 04 99 déchets non spécifiés ailleurs
08 05	08 05 déchets non spécifiés ailleurs dans le chapitre 08
09	09 DÉCHETS PROVENANT DE L'INDUSTRIE PHOTOGRAPHIQUE
09 01	09 01 déchets de l'industrie photographique
09 01 07	09 01 07 pellicules et papiers photographiques contenant de l'argent ou des composés de l'argent
09 01 08	09 01 08 pellicules et papiers photographiques sans argent ni composés de l'argent
09 01 99	09 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
10	10 DÉCHETS PROVENANT DE PROCÉDÉS THERMIQUES
10 01	10 01 déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19)
10 01 99	10 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 02	10 02 déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier
10 02 99	10 02 99 déchets non spécifiés ailleurs

Code	Désignation
10 03	10 03 déchets de la pyrométallurgie de l'aluminium
10 03 99	10 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 04	10 04 déchets provenant de la pyrométallurgie du plomb
10 04 99	10 04 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 05	10 05 déchets provenant de la pyrométallurgie du zinc
10 05 99	10 05 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 06	10 06 déchets provenant de la pyrométallurgie du cuivre
10 06 99	10 06 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 07	10 07 déchets provenant de la pyrométallurgie de l'argent, de l'or et du platine
10 07 99	10 07 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 08	10 08 déchets provenant de la pyrométallurgie d'autres métaux non ferreux
10 08 99	10 08 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 09	10 09 déchets de fonderie de métaux ferreux
10 09 99	10 09 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 10	10 10 déchets de fonderie de métaux non ferreux
10 10 99	10 10 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 11	10 11 déchets provenant de la fabrication du verre et des produits verriers
10 11 99	10 11 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 12	10 12 déchets provenant de la fabrication des produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction
10 12 99	10 12 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 13	10 13 déchets provenant de la fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés
10 13 99	10 13 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 14	10 14 déchets de crématoires
11	11 DÉCHETS PROVENANT DU TRAITEMENT CHIMIQUE DE SURFACE ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX ET AUTRES MATÉRIAUX, ET DE L'HYDROMÉTALLURGIE DES MÉTAUX NON FERREUX
11 01	11 01 déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation)
11 01 99	11 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
11 02	11 02 déchets provenant des procédés hydrométallurgiques des métaux non ferreux
11 02 99	11 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
11 03	11 03 boues et solides provenant de la trempe
11 05	11 05 déchets provenant de la galvanisation à chaud
11 05 99	11 05 99 déchets non spécifiés ailleurs
12	12 DÉCHETS PROVENANT DE LA MISE EN FORME ET DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET MÉCANIQUE DE SURFACE DES MÉTAUX ET MATIÈRES PLASTIQUES
12 01	12 01 déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques
12 01 05	12 01 05 déchets de matières plastiques d'ébarbage et de tournage
12 01 99	12 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
15	15 EMBALLAGES ET DÉCHETS D'EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATÉRIAUX FILTRANTS ET VÊTEMENTS DE PROTECTION NON SPÉCIFIÉS AILLEURS
15 01	15 01 emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)
15 01 01	15 01 01 emballages en papier/carton
15 01 02	15 01 02 emballages en matières plastiques
15/01/03	15-01-03 emballages en bois
15 01 05	15 01 05 emballages composites
15 01 06	15 01 06 emballages en mélange
15 01 09	15 01 09 emballages textiles
15 02	15 02 absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection

Code	Désignation
15 02 03	15 02 03 absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02
16	16 DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LA LISTE
16 01	16 01 véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14, et sections 16 06 et 16 08)
16 01 03	16 01 03 pneus hors d'usage
16 01 19	16 01 19 matières plastiques
16 01 99	16 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
16 02	16 02 déchets provenant d'équipements électriques ou électroniques
16 02 16	16 02 16 composants retirés des équipements mis au rebut autres que ceux visés à la rubrique 16 02 15
16 03	16 03 loupés de fabrication et produits non utilisés
16 03 06	16 03 06 déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05
16 07	16 07 déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (sauf chapitres 05 et 13)
16 07 99	16 07 99 déchets non spécifiés ailleurs
17	17 DÉCHETS DE CONSTRUCTION ET DE DÉMOLITION (Y COMPRIS DÉBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINÉS)
17-02	17-02bois, verre et matières plastiques
17/02/01	17-02-01 bois
17/02/03	17/02/03 matières plastiques
17 09	17 09 autres déchets de construction et de démolition
17 09 04	17 09 04 déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03
18	18 DÉCHETS PROVENANT DES SOINS MÉDICAUX OU VÉTÉRINAIRES ET/OU DE LA RECHERCHE ASSOCIÉE (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux)
18 01	18 01 déchets provenant des maternités, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies de l'homme
18 01 04	18 01 04 déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection (par exemple vêtements, plâtres, draps, vêtements jetables, langes)
18 01 09	18 01 09 médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 01 08
18 02	18 02 déchets provenant de la recherche, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies des animaux
18 02 03	18 02 03 déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection
18 02 08	18 02 08 médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 02 07
19	19 DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE LA PRÉPARATION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE ET D'EAU À USAGE INDUSTRIEL
19 01	19 01 déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets
19 01 99	19 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 02	19 02 déchets provenant des traitements physico-chimiques des déchets (notamment, déchromatation, décyanuration, neutralisation)
19 02 10	19 02 10 déchets combustibles autres que ceux visés aux rubriques 19 02 08 et 19 02 09
19 02 99	19 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 05	19 05 déchets de compostage
19 05 01	19 05 01 fraction non compostée des déchets municipaux et assimilés
19 05 02	19 05 02 fraction non compostée des déchets animaux et végétaux
19 05 03	19 05 03 compost déclassé
19 05 99	19 05 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 06	19 06 déchets provenant du traitement anaérobie des déchets

Code	Désignation
19 06 04	19 06 04 digestats provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux
19 06 06	19 06 06 digestats provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux
19 06 99	19 06 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 08	19 08 déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs
19 08 01	19 08 01 déchets de dégrillage
19 08 99	19 08 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 09	19 09 déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel
19 09 04	19 09 04 charbon actif usé
19 09 99	19 09 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 11	19 11 déchets provenant de la régénération de l'huile
19 11 99	19 11 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 12	19 12 déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs
19 12 01	19 12 01 papier et carton
19 12 04	19 12 04 matières plastiques et caoutchouc
19 12 07	19 12 07 bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06
19 12 08	19 12 08 textiles
19 12 10	19 12 10 déchets combustibles (combustible issu de déchets)
19 12 12	19 12 12 autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11
20	20 DÉCHETS MUNICIPAUX (DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS PROVENANT DES COMMERCES, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS), Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SÉPARÉMENT
20 01	20 01 fractions collectées séparément (sauf section 15 01)
20 01 32	20 01 32 médicaments autres que ceux visés à la rubrique 20 01 31
20 01 38	20 01 38 bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37
20 01 39	20 01 39 matières plastiques
20 01 99	20 01 99 autres fractions non spécifiées ailleurs
20 02	20 02 déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière)
20 02 03	20 02 03 autres déchets non biodégradables
20 03	20 03 autres déchets municipaux
20 03 01	20 03 01 déchets municipaux en mélange
20 03 02	20 03 02 déchets de marchés
20 03 03	20 03 03 déchets de nettoyage des rues
20 03 07	20 03 07 déchets encombrants
20 03 99	20 03 99 déchets municipaux non spécifiés ailleurs

Liste des déchets admis sur l'IME

Code	Désignation
10	10 DÉCHETS PROVENANT DE PROCÉDÉS THERMIQUES
10 01	10 01 déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19)
10 01 01	10 01 01 mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04)
10 01 05	10 01 05 déchets solides de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée
10 09 08	10 09 08 noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07
10 09 12	10 09 12 autres fines non visées à la rubrique 10 09 11
10 10 06	10 10 06 noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 05
10 10 08	10 10 08 noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 07
10 10 12	10 10 12 autres fines non visées à la rubrique 10 10 11

19	19 DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE LA PRÉPARATION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE ET D'EAU À USAGE INDUSTRIEL
19 01	19 01 déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets
19 01 12	19 01 12 mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11
19-12	19-12 déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs
19 12 09	minéraux (par exemple sable, cailloux)

Liste des déchets admis au centre de tri des DAE

Code	Désignation
01	01 DÉCHETS PROVENANT DE L'EXPLORATION ET DE L'EXPLOITATION DES MINES ET DES CARRIÈRES AINSI QUE DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET CHIMIQUE DES MINÉRAUX
01 03	01 03 déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux métallifères
01 03 99	01 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
01 04	01 04 déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères
01 04 99	01 04 99 déchets non spécifiés ailleurs
01 05	01 05 boues de forage et autres déchets de forage
01 05 99	01 05 99 déchets non spécifiés ailleurs
02	02 DÉCHETS PROVENANT DE L'AGRICULTURE, DE L'HORTICULTURE, DE L'AQUACULTURE, DE LA SYLVICULTURE, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE AINSI QUE DE LA PRÉPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS
02 01	02 01 déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche
02 01 04	02 01 04 déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages)
02 01 10	02 01 10 déchets métalliques
02 01 99	02 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 02	02 02 déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale
02 02 99	02 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 03	02 03 déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses
02 03 99	02 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 04	02 04 déchets de la transformation du sucre
02 04 99	02 04 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 05	02 05 déchets provenant de l'industrie des produits laitiers
02 05 99	02 05 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 06	02 06 déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie
02 06 99	02 06 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 07	02 07 déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao)
02 07 99	02 07 99 déchets non spécifiés ailleurs
03	03 DÉCHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS ET DE LA PRODUCTION DE PANNEAUX ET DE MEUBLES, DE PÂTE À PAPIER, DE PAPIER ET DE CARTON
03 01	03 01 déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles
03 01 01	03 01 01 déchets d'écorce et de liège
03 01 05	03 01 05 sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04
03 01 99	03 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
03 02	03 02 déchets des produits de protection du bois
03 02 99	03 02 99 produits de protection du bois non spécifiés ailleurs

Code	Désignation
03 03	03 03 déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier
03 03 01	03 03 01 déchets d'écorce et de bois
03 03 07	03 03 07 refus séparés mécaniquement provenant du broyage de déchets de papier et de carton
03 03 08	03 03 08 déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage
03 03 99	03 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
04	04 DÉCHETS PROVENANT DES INDUSTRIES DU CUIR, DE LA FOURRURE ET DU TEXTILE
04 01	04 01 déchets provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure
04 01 09	04 01 09 déchets provenant de l'habillage et des finitions
04 01 99	04 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
04 02	04 02 déchets de l'industrie textile
04 02 09	04 02 09 matériaux composites (textile imprégné, élastomère, plastomère)
04 02 15	04 02 15 déchets provenant des finitions autres que ceux visés à la rubrique 04 02 14
04 02 21	04 02 21 fibres textiles non ouvrées
04 02 22	04 02 22 fibres textiles ouvrées
04 02 99	04 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
05	05 DÉCHETS PROVENANT DU RAFFINAGE DU PÉTROLE, DE LA PURIFICATION DU GAZ NATUREL ET DU TRAITEMENT PYROLYTIQUE DU CHARBON
05 01	05 01 déchets provenant du raffinage du pétrole
05 01 99	05 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
05 06	05 06 déchets provenant du traitement pyrolytique du charbon
05 06 99	05 06 99 déchets non spécifiés ailleurs
05 07	05 07 déchets provenant de la purification et du transport du gaz naturel
05 07 99	05 07 99 déchets non spécifiés ailleurs
06	06 DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE MINÉRALE
06 01	06 01 déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) d'acides
06 01 99	06 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 02	06 02 déchets provenant de la FFDU de bases
06 02 99	06 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 03	06 03 déchets provenant de la FFDU de sels et leurs solutions et d'oxydes métalliques
06 03 99	06 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 04	06 04 déchets contenant des métaux autres que ceux visés à la section 06 03
06 04 99	06 04 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 06	06 06 déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant du soufre, de la chimie du soufre et des procédés de désulfuration
06 06 99	06 06 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 07	06 07 déchets provenant de la FFDU des halogènes et de la chimie des halogènes
06 07 99	06 07 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 08	06 08 déchets provenant de la FFDU du silicium et des dérivés du silicium
06 08 99	06 08 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 09	06 09 déchets provenant de la FFDU des produits chimiques contenant du phosphore et de la chimie du phosphore
06 09 99	06 09 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 10	06 10 déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant de l'azote, de la chimie de l'azote et de la production d'engrais
06 10 99	06 10 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 11	06 11 déchets provenant de la fabrication des pigments inorganiques et des opacifiants
06 11 99	06 11 99 déchets non spécifiés ailleurs
06 13	06 13 déchets des procédés de la chimie minérale non spécifiés ailleurs
06 13 99	06 13 99 déchets non spécifiés ailleurs
07	07 DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE ORGANIQUE
07 01	07 01 déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base

Code	Désignation
07 01 99	07 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
07 02	07 02 déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques
07 02 13	07 02 13 déchets plastiques
07 02 99	07 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
07 03	07 03 déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11)
07 03 99	07 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
07 04	07 04 déchets provenant de la FFDU de produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides
07 04 99	07 04 99 déchets non spécifiés ailleurs
07 05	07 05 déchets provenant de la FFDU des produits pharmaceutiques
07 05 99	07 05 99 déchets non spécifiés ailleurs
07 06	07 06 déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques
07 06 99	07 06 99 déchets non spécifiés ailleurs
07 07	07 07 déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs
07 07 99	07 07 99 déchets non spécifiés ailleurs
08	08 DÉCHETS PROVENANT DE LA FABRICATION, DE LA FORMULATION, DE LA DISTRIBUTION ET DE L'UTILISATION (FFDU) DE PRODUITS DE REVÊTEMENT (PEINTURES, VERNIS ET ÉMAUX VITRIFIÉS), MASTICS ET ENCRE D'IMPRESSION
08 01	08 01 déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis
08 01 99	08 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
08 02	08 02 déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris des matériaux céramiques)
08 02 99	08 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
08 03	08 03 déchets provenant de la FFDU d'encre d'impression
08 03 99	08 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
08 04	08 04 déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité)
08 04 99	08 04 99 déchets non spécifiés ailleurs
08 05	08 05 déchets non spécifiés ailleurs dans le chapitre 08
09	09 DÉCHETS PROVENANT DE L'INDUSTRIE PHOTOGRAPHIQUE
09 01	09 01 déchets de l'industrie photographique
09 01 07	09 01 07 pellicules et papiers photographiques contenant de l'argent ou des composés de l'argent
09 01 08	09 01 08 pellicules et papiers photographiques sans argent ni composés de l'argent
09 01 99	09 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
10	10 DÉCHETS PROVENANT DE PROCÉDÉS THERMIQUES
10 01	10 01 déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19)
10 01 99	10 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 02	10 02 déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier
10 02 99	10 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 03	10 03 déchets de la pyrométallurgie de l'aluminium
10 03 99	10 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 04	10 04 déchets provenant de la pyrométallurgie du plomb
10 04 99	10 04 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 05	10 05 déchets provenant de la pyrométallurgie du zinc
10 05 99	10 05 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 06	10 06 déchets provenant de la pyrométallurgie du cuivre
10 06 99	10 06 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 07	10 07 déchets provenant de la pyrométallurgie de l'argent, de l'or et du platine
10 07 99	10 07 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 08	10 08 déchets provenant de la pyrométallurgie d'autres métaux non ferreux
10 08 99	10 08 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 09	10 09 déchets de fonderie de métaux ferreux

Code	Désignation
10 09 99	10 09 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 10	10 10 déchets de fonderie de métaux non ferreux
10 10 99	10 10 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 11	10 11 déchets provenant de la fabrication du verre et des produits verriers
10 11 12	10 11 12 déchets de verre autres que ceux visés à la rubrique 10 11 11
10 11 99	10 11 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 12	10 12 déchets provenant de la fabrication des produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction
10 12 99	10 12 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 13	10 13 déchets provenant de la fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés
10 13 99	10 13 99 déchets non spécifiés ailleurs
10 14	10 14 déchets de crématoires
11	11 DÉCHETS PROVENANT DU TRAITEMENT CHIMIQUE DE SURFACE ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX ET AUTRES MATÉRIAUX, ET DE L'HYDROMÉTALLURGIE DES MÉTAUX NON FERREUX
11 01	11 01 déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation)
11 01 99	11 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
11 02	11 02 déchets provenant des procédés hydrométallurgiques des métaux non ferreux
11 02 99	11 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
11 03	11 03 boues et solides provenant de la trempe
11 05	11 05 déchets provenant de la galvanisation à chaud
11 05 99	11 05 99 déchets non spécifiés ailleurs
12	12 DÉCHETS PROVENANT DE LA MISE EN FORME ET DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET MÉCANIQUE DE SURFACE DES MÉTAUX ET MATIÈRES PLASTIQUES
12 01	12 01 déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques
12 01 01	12 01 01 limaille et chutes de métaux ferreux
12 01 02	12 01 02 fines et poussières de métaux ferreux
12 01 03	12 01 03 limaille et chutes de métaux non ferreux
12 01 04	12 01 04 fines et poussières de métaux non ferreux
12 01 05	12 01 05 déchets de matières plastiques d'ébarbage et de tournage
12 01 13	12 01 13 déchets de soudure
12 01 99	12 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
15	15 EMBALLAGES ET DÉCHETS D'EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATÉRIAUX FILTRANTS ET VÊTEMENTS DE PROTECTION NON SPÉCIFIÉS AILLEURS
15 01	15 01 emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)
15 01 01	15 01 01 emballages en papier/carton
15 01 02	15 01 02 emballages en matières plastiques
15 01 03	15 01 03 emballages en bois
15 01 04	15 01 04 emballages métalliques
15 01 05	15 01 05 emballages composites
15 01 06	15 01 06 emballages en mélange
15 01 07	15 01 07 emballages en verre
15 01 09	15 01 09 emballages textiles
15 02	15 02 absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection
15 02 03	15 02 03 absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02
16	16 DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LA LISTE

Code	Désignation
16 01	16 01 véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14, et sections 16 06 et 16 08)
16 01 03	16 01 03 pneus hors d'usage
16 01 17	16 01 17 métaux ferreux
16 01 18	16 01 18 métaux non ferreux
16 01 19	16 01 19 matières plastiques
16 01 20	16 01 20 verre
16 01 22	16 01 22 composants non spécifiés ailleurs
16 01 99	16 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
16 03	16 03 loupés de fabrication et produits non utilisés
16 03 04	16 03 04 déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03
16 03 06	16 03 06 déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05
16 07	16 07 déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (sauf chapitres 05 et 13)
16 07 99	16 07 99 déchets non spécifiés ailleurs
17	17 DÉCHETS DE CONSTRUCTION ET DE DÉMOLITION (Y COMPRIS DÉBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINÉS)
17 02	17 02 bois, verre et matières plastiques
17 02 01	17 02 01 bois
17 02 02	17 02 02 verre
17 02 03	17 02 03 matières plastiques
17 04	17 04 métaux (y compris leurs alliages)
17 04 01	17 04 01 cuivre, bronze, laiton
17 04 02	17 04 02 aluminium
17 04 03	17 04 03 plomb
17 04 04	17 04 04 zinc
17 04 05	17 04 05 fer et acier
17 04 06	17 04 06 étain
17 04 07	17 04 07 métaux en mélange
17 04 11	17 04 11 câbles autres que ceux visés à la rubriques 17 04 10
17 09	17 09 autres déchets de construction et de démolition
17 09 04	17 09 04 déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03
18	18 DÉCHETS PROVENANT DES SOINS MÉDICAUX OU VÉTÉRINAIRES ET/OU DE LA RECHERCHE ASSOCIÉE (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux)
18 01	18 01 déchets provenant des maternités, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies de l'homme
18 01 04	18 01 04 déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection (par exemple vêtements, plâtres, draps, vêtements jetables, langes)
18 02	18 02 déchets provenant de la recherche, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies des animaux
18 02 03	18 02 03 déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection
19	19 DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE LA PRÉPARATION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE ET D'EAU À USAGE INDUSTRIEL
19 01	19 01 déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets
19 01 02	19 01 02 déchets de déferrailage des mâchefers
19 01 99	19 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 02	19 02 déchets provenant des traitements physico-chimiques des déchets (notamment, déchromatation, décyanuration, neutralisation)
19 02 99	19 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 05	19 05 déchets de compostage

Code	Désignation
19 05 99	19 05 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 06	19 06 déchets provenant du traitement anaérobie des déchets
19 06 99	19 06 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 08	19 08 déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs
19 08 99	19 08 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 09	19 09 déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel
19 09 99	19 09 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 10	19 10 déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux
19 10 01	19 10 01 déchets de fer ou d'acier
19 10 02	19 10 02 déchets de métaux non ferreux
19 11	19 11 déchets provenant de la régénération de l'huile
19 11 99	19 11 99 déchets non spécifiés ailleurs
19 12	19 12 déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs
19 12 01	19 12 01 papier et carton
19 12 02	19 12 02 métaux ferreux
19 12 03	19 12 03 métaux non ferreux
19 12 04	19 12 04 matières plastiques et caoutchouc
19 12 05	19 12 05 verre
19 12 07	19 12 07 bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06
19 12 08	19 12 08 textiles
19 12 10	19 12 10 déchets combustibles (combustible issu de déchets)
19 12 12	19 12 12 autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11
20	20 DÉCHETS MUNICIPAUX (DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS PROVENANT DES COMMERCES, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS), Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SÉPARÉMENT
20 01	20 01 fractions collectées séparément (sauf section 15 01)
20 01 01	20 01 01 papier et carton
20 01 02	20 01 02 verre
20 01 08	20 01 08 déchets de cuisine et de cantine biodégradables
20 01 10	20 01 10 vêtements
20 01 11	20 01 11 textiles
20 01 25	20 01 25 huiles et matières grasses alimentaires
20 01 28	20 01 28 peinture, encres, colles et résines autres que celles visées à la rubrique 20 01 27
20 01 30	20 01 30 détergents autres que ceux visés à la rubrique 20 01 29
20 01 36	20 01 36 équipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35
20 01 38	20 01 38 bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37
20 01 39	20 01 39 matières plastiques
20 01 40	20 01 40 métaux
20 01 41	20 01 41 déchets provenant du ramonage de cheminée
20 01 99	20 01 99 autres fractions non spécifiées ailleurs
20 02	20 02 déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière)
20 02 03	20 02 03 autres déchets non biodégradables
20 03	20 03 autres déchets municipaux
20 03 01	20 03 01 déchets municipaux en mélange
20 03 02	20 03 02 déchets de marchés
20 03 03	20 03 03 déchets de nettoyage des rues
20 03 07	20 03 07 déchets encombrants
20 03 99	20 03 99 déchets municipaux non spécifiés ailleurs

Liste des déchets admis en déconditionnement

Code	Désignation
02	02 DÉCHETS PROVENANT DE L'AGRICULTURE, DE L'HORTICULTURE, DE L'AQUACULTURE, DE LA SYLVICULTURE, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE AINSI QUE DE LA PRÉPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS
02 01	02 01 déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche
02 01 01	02 01 01 boues provenant du lavage et du nettoyage
02 01 02	02 01 02 déchets de tissus animaux
02 01 03	02 01 03 déchets de tissus végétaux
02 01 06	02 01 06 fèces, urine et fumier (y compris paille souillée), effluents, collectés séparément et traités hors site
02 01 07	02 01 07 déchets provenant de la sylviculture
02 01 09	02 01 09 déchets agrochimiques autres que ceux visés à la rubrique 02 01 08
02 01 99	02 01 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 02	02 02 déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale
02 02 01	02 02 01 boues provenant du lavage et du nettoyage
02 02 02	02 02 02 déchets de tissus animaux
02 02 03	02 02 03 matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 02 04	02 02 04 boues provenant du traitement in situ des effluents
02 02 99	02 02 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 03	02 03 déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses
02 03 01	02 03 01 boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation
02 03 04	02 03 04 matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 03 05	02 03 05 boues provenant du traitement in situ des effluents
02 03 99	02 03 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 04	02 04 déchets de la transformation du sucre
02 04 01	02 04 01 terre provenant du lavage et du nettoyage des betteraves
02 04 03	02 04 03 boues provenant du traitement in situ des effluents
02 04 99	02 04 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 05	02 05 déchets provenant de l'industrie des produits laitiers
02 05 01	02 05 01 matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 05 02	02 05 02 boues provenant du traitement in situ des effluents
02 05 99	02 05 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 06	02 06 déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie
02 06 01	02 06 01 matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 06 03	02 06 03 boues provenant du traitement in situ des effluents
02 06 99	02 06 99 déchets non spécifiés ailleurs
02 07	02 07 déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao)
02 07 01	02 07 01 déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières
02 07 02	02 07 02 déchets de la distillation de l'alcool
02 07 04	02 07 04 matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 07 05	02 07 05 boues provenant du traitement in situ des effluents
02 07 99	02 07 99 déchets non spécifiés ailleurs
03	03 DÉCHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS ET DE LA PRODUCTION DE PANNEAUX ET DE MEUBLES, DE PÂTE À PAPIER, DE PAPIER ET DE CARTON
03 01	03 01 déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles
03 01 01	03 01 01 déchets d'écorce et de liège

Code	Désignation
03 01 05	03 01 05 sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04
03 03	03 03 déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier
03 03 01	03 03 01 déchets d'écorce et de bois
03 03 11	03 03 11 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 03 03 10
15	15 EMBALLAGES ET DÉCHETS D'EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATÉRIAUX FILTRANTS ET VÊTEMENTS DE PROTECTION NON SPÉCIFIÉS AILLEURS
15 01	15 01 emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)
15 01 03	15 01 03 emballages en bois
16	16 DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LA LISTE
16 03	16 03 loupés de fabrication et produits non utilisés
16 03 06	16 03 06 déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05
17	17 DÉCHETS DE CONSTRUCTION ET DE DÉMOLITION (Y COMPRIS DÉBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINÉS)
17 02	17 02 bois, verre et matières plastiques
17 02 01	17 02 01 bois
19	19 DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE LA PRÉPARATION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE ET D'EAU À USAGE INDUSTRIEL
19 05	19 05 déchets de compostage
19 05 01	19 05 01 fraction non compostée des déchets municipaux et assimilés
19 05 02	19 05 02 fraction non compostée des déchets animaux et végétaux
19 12	19 12 déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs
19 12 07	19 12 07 bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06
19 12 12	19 12 12 autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11
20	20 DÉCHETS MUNICIPAUX (DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS PROVENANT DES COMMERCEs, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS), Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SÉPARÉMENT
20 01	20 01 fractions collectées séparément (sauf section 15 01)
20 01 08	20 01 08 déchets de cuisine et de cantine biodégradables
20 01 38	20 01 38 bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37
20 01 99	20 01 99 autres fractions non spécifiées ailleurs
20 02	20 02 déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière)
20 02 01	20 02 01 déchets biodégradables
20 03	20 03 autres déchets municipaux
20 03 01	20 03 01 déchets municipaux en mélange
20 03 02	20 03 02 déchets de marchés
20 03 99	20 03 99 déchets municipaux non spécifiés ailleurs

Liste des déchets admis en compostage

Déchets verts et souches de bois uniquement

bassins de stockage des eaux de ruissellement

GESTION DES : EAUX DE RUISSLEMENT
EXTERNES



GESTION DES : EAUX PLUVIALES DE
RUISSLEMENT SUR LES CASIERS RÉAMÉNAGÉS
(EAUX DE RUISSLEMENT INTERNE)

